

Samir AMIN

## Valeur et prix dans le capitalisme

### Valeur sociale et système des prix et des revenus

Je commence par une note personnelle : j'ai lu Marx à l'âge de vingt ans, puis relu tous les vingt ans, à des moments qui correspondaient à des changements importants dans le cours de l'histoire. En 1950, caché par le conflit Est/Ouest se dessinait le premier éveil du Sud qui devait se manifester par la conférence de Bandoung (1955) ; en 1970, directeur de l'IDEP à Dakar, j'avais le projet d'en faire un centre de formation et de débats contribuant à la radicalisation des avancées ouvertes par la reconquête par les peuples d'Afrique et d'Asie de leur indépendance ; en 1990 la question était de savoir ce qui devait être sauvé du naufrage du socialisme historique du XXe siècle ; en 2010 l'implosion du système qui s'était autoproclamé « fin de l'histoire » ouvre de nouvelles possibilités d'avancées dont les destinées restent à découvrir. Ma lecture était commandée par mon souci de contribuer à chacun de ces moments à répondre au défi de l'heure. Et chaque fois j'ai découvert que Marx venait à notre aide avec une puissance incomparable. A condition évidemment de ne pas se contenter de faire l'exégèse des textes de Marx, mais d'oser en prolonger la critique radicale de la société qu'il avait initiée.

Smith et Ricardo avait fondé l'économie politique nouvelle sur leur découverte de la *loi de la valeur/travail*. Penseurs de la bourgeoisie montante, nourris par les Lumières et leur éloge de la raison, il leur a paru naturel de placer le travail au cœur du défi dont ils se proposaient de déchiffrer le sens. Sans pour autant renoncer à reconnaître le mérite des entrepreneurs qui ont la charge d'organiser l'efficacité du travail et dont le profit constitue la récompense légitime.

Marx, contrairement à ce qu'on dit souvent, ne prend pas à son compte cette « loi de la valeur », quitte à en améliorer la formulation. Son projet est plus ambitieux ; il vise à fonder une critique radicale de la société en général, en partant de celle du capitalisme en construction. Il découvre alors que le *concept de valeur sociale* se situe au cœur de son projet. Telle est en tout cas le résultat de ma lecture de Marx, qui donne toute sa place à son anthropologie. Dans celle-ci le travail est spécifique à l'espèce humaine, à l'origine de la construction sociale. Le travail en soi, comme la valeur sociale qu'il produit, sont donc des concepts transhistoriques. Néanmoins dans les étapes successives de l'histoire les formes de son organisation revêtent des costumes particuliers. En cherchant à comprendre ces formes Marx découvre la coexistence des instances différentes dont la société est constituée et leur articulation particulière à chacune des étapes de l'histoire. Le spécifique à l'étape du capitalisme réside dans le triomphe de l'instance économique, devenue dominante. La critique du capitalisme est donc celle de cette domination –un « anti économisme » par définition–, dont l'efficacité se révèle à travers le règne de l'aliénation marchande/économiste. Le concept de valeur sociale permet de découvrir l'historicité du capitalisme.

La critique que Marx adresse à l'économie politique bourgeoise classique (Smith et Ricardo) partait de l'exigence du transfert nécessaire du centre de gravité de l'analyse des apparences phénoménales (le système des prix et des revenus observés ; le « marché » et les vagues qui s'agitent à la surface de la mer) aux profondeurs de la production commandée par la loi de la valeur et l'extraction de la plus value qui est la forme d'extraction de sur travail propre au capitalisme. Sans ce transfert de l'analyse du phénoménal à l'essentiel, de l'apparent à la réalité cachée, aucune critique radicale du capitalisme n'est possible.

Le travail humain est au centre de toute réflexion sur la société examinée sous quelque angle que ce soit, économique en particulier évidemment. Il n'y a pas de société, ancienne, contemporaine ou future pour laquelle on puisse faire abstraction de cette réalité fondamentale, parce qu'elle définit l'être humain, en tant qu'être individuel et être social. Mais les conditions particulières à travers lesquelles le travail se manifeste définissent chaque société dans sa singularité. L'intelligence de Marx n'a pas été de le comprendre – d'autres l'avaient vu avant lui – mais précisément d'analyser rigoureusement ces conditions, en partant du capitalisme en construction pour remonter dans le temps et lire ce qu'elles avaient été dans le passé (l'anatomie de l'homme permet de comprendre – de lire – celle du singe). L'Encyclopédie du XVIIIe siècle n'est pas par hasard le grand livre du travail décrit avec précision dans tous les domaines, des agriculteurs, des artisans, des constructeurs de canaux, de puits, de forteresses et de palais. La bourgeoisie montante, en dépit des limites de son projet de nouvelle société de classes, ne pouvait pas ne pas comprendre la centralité du travail dans l'élaboration de sa pensée sociale. Je préfère parler de pensée sociale plutôt que de science sociale, pour éviter le piège dans lequel est tombé le positivisme empiriste qui confond sciences de la société et sciences de la nature.

Encore une fois je répèterai que le travail à toutes les étapes de l'histoire humaine et quelque ait été le cadre des rapports de pouvoir social qui conditionnait sa mise en œuvre, est indissociable des connaissances scientifiques et techniques propres à l'époque et des conditions naturelles (l'écologie) de son déploiement. Séparer ces dimensions, indissociables dans la réalité, c'est faire comme la théologie qui sépare le corps de l'âme. Le travail est toujours matériel, au sens que son action réfléchie réelle produit des effets réels, qu'ils soient matérialisés dans des choses ou pas, cette distinction étant seconde et non primordiale, ces deux formes étant complémentaires et non alternatives l'une à l'autre.

Je considère donc que le mouvement de la pensée sociale bourgeoise qui renonce à reconnaître la centralité du travail accompagne naturellement l'évolution qui fait de la bourgeoisie triomphante une nouvelle classe parasitaire. Il s'agit désormais pour sa pensée de trouver le moyen de donner légitimité à l'oisiveté. Elle est contrainte à cet effet de croire que la propriété en soi et par elle-même est la source du revenu dont elle bénéficie. Elle fait donc abstraction du travail qu'elle exploite pour lui substituer la productivité du temps ou de l'argent qu'elle invente : l'argent fait des « petits » (ce qui est vrai pour son propriétaire) sans passer par le travail et la production (sans lesquels l'argent ne peut pas faire de « petits »). Marx analyse ce processus de pensée comme forme d'aliénation nécessaire à la représentation que la bourgeoisie se fait de la réalité de la société ; et cette analyse a pour moi une puissance inégalée.

Le titre de l'ouvrage de Sraffa – la production de marchandises au moyen de marchandises – est à ce titre un bon exemple de cette aliénation. Posez sur le sol toutes les marchandises considérées dans le modèle de Sraffa, produits finis, matières premières, aliments pour les travailleurs devenus consommateurs, que se passe-t-il ? Rien évidemment sans le travail qui associe ces choses pour les transformer l'une dans l'autre. La réalité est : production de marchandises à l'aide de marchandises et de travail.

Les rhétoriques post modernistes contemporaines s'inscrivent dans la poursuite du discours de cette pensée qui doit nier la réalité pour lui substituer l'image aliénée nécessaire à sa représentation de celle-ci. Dire par exemple que la société contemporaine est une société de services et non plus de production matérielle parce que le tourisme et la restauration occupent une proportion croissante du PIB, alors que celle de l'industrie manufacturière décline, n'a pas beaucoup de sens dès lors qu'on examine la réalité au-delà des apparences immédiates.

Car les services en question exigent une production considérable de choses : pas de tourisme sans automobiles, avions, routes et chemins de fer, pas de restauration sans restaurants et aliments etc.

La disparition du travail de l'horizon de la pensée sociale bourgeoise, désormais décadente de ce fait (je n'hésite pas sur l'emploi du qualificatif) s'accompagne du discours non moins curieux sur la disparition du prolétariat. Discours prononcé au moment même où, à l'opposé, le procès de généralisation de la prolétarisation s'accélère. Cette accélération prend la forme de la généralisation du salariat dans les centres, sa croissance à des rythmes vertigineux dans les périphéries. Bien entendu le nouveau prolétariat généralisé, faisant face aux monopoles généralisés, est segmenté. Entre autre partagé entre ses formes dominantes dans les centres, associées elles-mêmes aux modes de contrôle du système global et à la division internationale du travail qu'ils impliquent, d'une part, et ses formes particulières aux formations dominées. Dans les centres une proportion croissante des travailleurs, qui sont des vendeurs de leur force de travail et donc des prolétaires, se retrouvent dans les secteurs d'activité qui assurent la domination globale du capital mondialisé des monopoles généralisés : la recherche/développement qui fabrique des besoins nouveaux, l'information et la déformation de l'information, la finance, le développement de capacités militaires. Dans les périphéries, coexistent côte à côte le prolétariat manufacturier en croissance forte, la paysannerie appauvrie et soumise, des masses en croissance vertigineuse de travailleurs dits de l'informel.

Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un discours creux et faux sur la disparition du prolétariat, mais d'analyses concrètes de la segmentation du prolétariat généralisé. Car c'est seulement ces analyses qui permettent d'avancer dans la réponse à la seule vraie question : ce prolétariat généralisé peut-il développer une conscience de classe (au sens que Lukacs a donné à ce terme) à la hauteur du défi, c'est-à-dire devenir la classe universelle, acteur du projet de société sans classes, porteur du communisme entendu comme étape supérieure de la civilisation ? Je dis bien devenir car l'observation de la réalité ne le suggère pas. Les consciences (et non la conscience) d'appartenir à des groupes sociaux définis (et non à la classe prolétarienne généralisée) l'emportent. Le dépassement de ce stade infantile de la conscience sociale est-il possible ? Ou ne relève-t-il que d'un souhait utopique au sens banal d'impossible parce qu'il serait étranger à, voire en conflit avec, la nature humaine ? La pensée sociale bourgeoise veut nous le faire croire en substituant à l'anthropologie de Marx celle du génétisme ou du psychologisme, avec des arguments qui me paraissent bien faibles. Le marxisme, entendu non comme l'exégèse de Marx mais la poursuite de l'analyse critique de la réalité en vue de la transformer, me paraît être, de loin, l'outillage le plus efficace pour avancer dans la réponse au défi, par la pensée (l'imaginaire créatif inventif, la justesse des analyses concrètes) et par l'action (l'identification des objectifs de stratégies de lutte à chaque étape de leur déploiement). Le marxisme n'est pas dépassé ; au contraire il est nécessaire plus que jamais. Cela ne me fait pas voir dans le marxisme une religion révélée pour tous les temps à venir. Non, en appliquant le marxisme au marxisme, on comprendra qu'il sera à son tour nécessairement dépassé si et lorsque l'humanité sera parvenue au stade du communisme, au stade supérieur de la civilisation d'une société sans classes. En attendant le marxisme demeure la pensée sociale la plus efficace, donc la plus scientifique, pour comprendre la société de classes et agir pour la déconstruire.

Les écarts qui séparent donc les produits du fonctionnement du « marché » (une expression faible qui cache les rapports capitalistes qui l'encadrent) de ce que la logique supérieure de la valeur sociale met en œuvre ne démontrent pas « l'erreur » de Marx, mais au contraire révèlent toute la portée critique radicale de son projet, et le succès de sa démonstration du caractère historique du capitalisme.

Je proposerai dans cette étude un tableau d'ensemble des écarts qui séparent le système des prix et des revenus observés dans le système capitaliste de celui des valeurs telles que Marx l'a défini.

Les forces qui par leur opération déterminent ces écarts n'ont pas été identiques à elles mêmes et inchangées durant les deux derniers siècles (le XIXe et le XXe) et de ce fait il est important de préciser les caractéristiques particulières à chacune des phases successives du déploiement du système capitaliste dans sa forme achevée, de la révolution industrielle (à partir de la fin du XVIIIe siècle) à nos jours et d'identifier la nature des forces considérées en action.

Par ailleurs ces forces se manifestent dans des singularités qui leur sont particulières selon qu'on traite d'une formation sociale historique déterminée (l'Angleterre victorienne, l'Empire allemand entre 1870 et 1914, les Etats Unis avant ou après la guerre de sécession, l'Inde britannique, l'Empire ottoman ou l'Egypte du XIXe siècle, l'Afrique coloniale, les pays de l'Union européenne contemporaine, ou les pays émergents contemporains etc.) ou qu'on traite du système capitaliste mondialisé considéré à un moment de son histoire (1840, ou 1880 ou 1930 ou 2010). Il importe donc de préciser le champ d'opération – local ou mondial – de ces différentes forces.

A travers le mode d'opération de la valeur sociale, dans la formulation que Marx en donne, s'exprime la rationalité d'un choix de productions de valeurs d'usage définies fondé sur la mesure de l'utilité sociale (c'est-à-dire de l'utilité pour la société humaine). Cette rationalité transcende celle qui régit la reproduction du mode de production capitaliste. La rationalité dans le capitalisme est celle qui commande l'accumulation du capital, elle-même fondée sur l'extraction de la plus value. La décision économique n'est pas prise par la société, mais par les capitalistes. Le système des prix et des revenus encadre la mise en œuvre de la rationalité de ces décisions. La décision économique prise dans ce cadre du système des prix et des revenus observés (eux-mêmes définis par le partage de la valeur produite – qualifiée de valeur ajoutée – entre salaires et profits) sera donc différente de celle qui pourrait être prise dans un cadre respectueux des exigences de la loi de la valeur sociale, lequel définit dans le socialisme à venir le principe de la gestion sociale collective de la décision économique.

La vision sociale et historique générale de la bourgeoisie (sa *weltanschauung*) a besoin de croire que le capitalisme est naturel et, à cette fin la théorie économique bourgeoise tente de prouver que le mode de décision prise dans le cadre du système des prix et des revenus observés produit une affectation rationnelle des ressources (capital et travail), elle-même synonyme de choix de productions d'utilités sociales optimales. Mais elle n'y parvient que par une cascade de raisonnements tautologiques concernant les productivités affectées aux différents « facteurs de la production » (capital et travail), qui fait contraste avec le concept de Marx de la seule productivité existante, celle du travail social.

Cette différence fondamentale concernant la vision de la réalité sociale et, partant, la méthode scientifique nécessaire pour son analyse, procède du contraste entre deux anthropologies de l'être humain. La conception de Marx articule donc l'analyse rigoureuse des lois apparentes qui commandent la reproduction du mode capitaliste (saisi de surcroît à un moment et dans un lieu de son déploiement) à celle de l'ensemble des forces qui façonnent les structures sociales et déterminent leur évolution, qui constituent l'objet d'étude du matérialisme historique.

Je reviendrai sur ces conclusions générales au terme de mon exposé, qui avancera à partir de la considération concrète des différentes raisons qui commandent les écarts en question système des valeurs/système des prix et revenus et de la considération du mode d'opération des forces invoquées pour définir et situer ces raisons.

Je proposerai au départ une énumération rapide – et pèle mêle – des raisons qui commandent ces écarts :

- 1) la propriété foncière et la rente ;
- 2) la commande du capital argent et le taux de l'intérêt ;
- 3) la mobilité des capitaux et la transformation des valeurs en prix de production ;
- 4) la mutation du mode de détermination du système des prix associée à la transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles ;
- 5) la régulation du système des prix opérant dans un système monétaire fondé sur la monnaie/marchandise (le métal, l'or en particulier) ;
- 6) la mutation de cette régulation associée à l'abandon de l'étalon – or ;
- 7) l'écart entre les mesures du travail social définies en termes de travail abstrait et les hiérarchies des salaires observées ;
- 8) la transformation du système des prix qui s'impose lorsqu'on passe de l'analyse d'une formation sociale locale (nationale) à celle du système capitaliste mondial qui associe dans une interdépendance inégale des formations centrales dominantes et des formations périphériques dominées ;
- 9) l'action sur le système des prix de l'excroissance « financière », c'est-à-dire de l'évaluation de la « valeur » d'un capital » par celle des titres représentatifs de l'appropriation privée de ce « capital » (les guillemets trouveront leur explication plus loin dans mes développements concernant cette question).

Je me suis déjà exprimé sur chacun de ces neuf titres retenus dans des écrits dispersés anciens ou récents. Je rappellerai ces écrits tout au long des développements qui suivent et dans la note conclusive des références. Mais pour cette raison il me paraît utile d'en proposer ici une lecture synthétique. Chacune de ces raisons de l'écart qui sépare la réalité observable du fondement du système exprimé par la loi de la valeur sociale – autrement dit le *modus operandi* de cette dernière – est singulière. Certaines ont opéré d'une manière continue au cours des deux siècles considérées, encore que dans des conditions de lieu et de temps qui en ont façonné les modalités particulières d'expression. D'autres n'apparaissent qu'avec le passage d'une phase du déploiement capitaliste à la suivante : en particulier avec le passage du capitalisme « concurrentiel » (terme entre guillemets dont j'explicitai le sens) au capitalisme des monopoles, puis de la forme première prise par ce dernier entre 1900 et 1975 à celle que je qualifie de « capitalisme contemporain des monopoles généralisés, financiarisés et mondialisés » (dont le sens sera également explicité).

J'ai choisi une présentation historique de mes observations et de mes conclusions, en partageant cette histoire entre les trois phases successives de son déploiement : 1) le capitalisme concurrentiel du XIXe siècle ; 2) le capitalisme premier des monopoles (1900-1975) ; 3) le capitalisme contemporain des monopoles généralisés (à partir de 1975). Cette présentation offre l'avantage de permettre l'articulation des différents mécanismes d'écart énumérés, et d'éclairer la nature holistique de leur mode d'opération, c'est-à-dire d'intégrer les lois économiques qui commandent la phase datée du capitalisme concerné dans une vision matérialiste historique plus large.

La méthode peut être poursuivie *ad infinitum* par la considération des tranches de temps aussi courtes que l'on souhaite et de localisations également aussi précises. Le faire serait écrire une histoire du capitalisme ; et cela n'est pas l'objet de cette réflexion infiniment plus modeste. Que le lecteur veuille donc bien excuser ce qui pourrait paraître comme des simplifications que j'espère n'être pas outrageuses au point d'invalider les conclusions.

Dans le cours de l'exposé je placerai un accent particulier sur les questions chaudes qui ont fait couler l'encre des critiques de Marx, mais également animé les débats houleux au sein du marxisme : la transformation de valeurs en prix, le travail abstrait, le caractère productif ou non du travail, la loi tendancielle du profit, la nature de la monnaie, la définition des valeurs d'usage, l'équilibre économique général et la question du surplus. La brièveté de l'exposé m'oblige à des formulations qui pourront paraître abruptes, surtout si le lecteur ignore les développements que j'ai consacrés à ces questions ailleurs et auxquels je ne ferai que des références courtes. En tout cas je ne les avance pas dans un esprit polémique. Je ne vilipende pas ceux dont la lecture de Marx est différente de la mienne. Je souhaite seulement l'approfondissement de nos débats, dans le souci de faire avancer les luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

### **Le capitalisme concurrentiel du XIXe siècle**

La légende que la mode impose prétend que le capitalisme industriel appartient à un passé révolu et que le capitalisme contemporain serait désormais fondé sur les services et non plus la production matérielle, à laquelle se serait substitué un capitalisme dit cognitif. Je ne reviendrai pas ici sur ce que j'ai déjà écrit concernant cette rhétorique douteuse, sans pour autant ignorer les transformations gigantesques qui séparent le capitalisme du XIXe siècle du nôtre. Faute peut-être d'imagination sémantique je qualifierai le capitalisme du XIXe siècle de « concret » et celui de notre monde contemporain « d'abstrait ».

Le capitalisme, dans la forme achevée qu'il avait pris à partir de la révolution industrielle et dans son déploiement au XIXe siècle, correspondait à une réalité historique concrète dans ses dimensions décisives pour comprendre la logique de son mode d'opération. La nouvelle classe maîtresse du devenir économique, s'érigeant progressivement au rang de classe dominante dans le système politique, était constituée d'hommes et de familles attachés à des unités économiques déterminées et définies ; ils étaient propriétaires du capital (ou de l'essentiel de celui-ci) d'usines, de maisons de commerce ou de maisons financières particulières. Ils constituaient des « bourgeoisies concrètes », assumant directement par leur propriété privée la gestion économique. Celle-ci était alors une gestion par la concurrence effective à laquelle se livraient les capitaux (et donc les capitalistes, les bourgeois). C'est cette concurrence concrète que Marx analyse pour comprendre la transformation du système des valeurs en système de prix.

Le capitalisme du milieu du XIXe siècle, dans les formes et les conditions de sa constitution dans l'Europe développée que Marx a connue (l'Angleterre, la France, la Belgique, la Rhénanie, la Nouvelle Angleterre), mérite donc cette qualification de concret dans le sens où il s'incarne dans des réalités sociales visibles : le bourgeois, lui-même propriétaire de sites physiques de productions. La propriété des moyens de production rassemblés dans ces entreprises de production est personnelle, familiale ou ne concerne qu'un nombre réduit d'associés. Les lieux de cristallisation des rapports de productions capitalistes sont dispersés et multiples : il y a des maîtres de forges, des propriétaires de houillères, des usines textiles, des maisons de commerce et des banques ayant pour chacun d'entre eux son propriétaire.

La concurrence entre les capitalistes (et donc les capitaux dont la propriété est émiettée) est réelle et relève de deux ordres de logiques.

Il y a la concurrence entre les entreprises opérant dans le même domaine, en compétition pour la production des mêmes valeurs d'usage : la concurrence au sein du groupe des filatures, tissages, houillères, maisons de commerce. Cette concurrence impose l'innovation dans les techniques de la production, l'introduction de machines plus performantes, de modes plus efficaces d'organisation du travail. Mais il faut savoir que la rationalité de ce calcul qui vise à réduire le coût de production de l'unité de valeur d'usage produite ne donne pas des résultats identiques à ceux que donnerait l'objectif de réduire le coût social de cette production mesurée dans la quantité de travail social abstrait dépensé à cet effet.

Mais il y a également la compétition entre les branches de la production qui produisent des valeurs d'usage différentes. La plus value, proportionnelle au volume du travail direct mis en œuvre est redistribuée pour prendre la forme profit par la répartition des capitaux entre les branches de la production différentes par leur composition organique. C'est la fameuse transformation des valeurs en prix de production.

Marx traite de ces deux champs de la compétition entre les capitaux, qui permettent de passer des valeurs aux prix de production et aux prix du marché. Ce traitement appelle des précisions concernant la nature du projet de Marx, le concept de productivité du travail social, la question de la transformation des valeurs en prix de production, le concept de travail abstrait, l'évolution tendancielle du taux de profit.

### *Le projet de Marx*

Le projet de Marx, dans son analyse critique du *Capital*, est de dégager le mode d'opération de la loi capitaliste de la valeur masquée par l'apparence du fonctionnement des marchés. Cette option est évidemment incompréhensible pour l'économie bourgeoise laquelle, dans l'esprit de la logique formelle et du positivisme empiriste qui la caractérisent, croit pouvoir appréhender directement « la réalité », sans détour.

Le projet de Marx est d'une autre nature, qu'on ne peut saisir que si l'on comprend le sens du sous-titre du *Capital*, qui est *Critique de l'économie politique*. Une critique qui ne consiste pas à substituer une « bonne théorie économique » à une autre, jugée mauvaise ou insuffisante, mais se propose de faire la lumière sur le statut de cette science nouvelle. Marx répond à une question nouvelle, qu'il est seul à poser : de quelle société la nouvelle science économique est-elle le produit ? Quelle vision sociale a permis son émergence, et quelles sont les limites que cette vision n'a pas permis de franchir ? Marx a découvert la spécificité du capitalisme, par opposition aux modes d'organisation antérieurs des sociétés. Celle-ci réside dans le fait que l'instance économique n'est pas seulement « déterminante en dernière instance » mais encore qu'elle est devenue instance directement dominante. De ce fait l'économie prend son indépendance, se libère de sa soumission antérieure à l'instance politico-idéologique, laquelle caractérisait les régimes antérieurs. L'aliénation économiste et marchande, propre au capitalisme, donne alors aux pratiques qui régissent la reproduction du système économique un statut nouveau, celui d'une réalité objective régie par des « lois » qui opèrent dans la société comme des forces externes à celle-ci. La place est créée pour que se constitue une science nouvelle, dont l'objectif est de découvrir ces « lois ».

Au-delà de la découverte de ces « lois » l'ambition de Marx est plus grande. Elle vise à situer ces lois apparentes qui régissent le capitalisme dans un panorama plus ample de l'histoire, qui le transcende. Et pour cela il faut faire le détour par l'analyse du travail social et de la valeur.

Car ce détour permet de comprendre comment, dans le capitalisme, le travail social prend des formes différentes de celles par lesquelles il s'exprimait dans les temps antérieurs, comment, dans le capitalisme, ce travail social est dominé par le capital (exploité) et comment les lois apparentes qui régissent l'accumulation (la valorisation du capital) masquent cette domination. Autrement dit comment le produit de l'exploitation du travail social prend la forme des profits des différents segments du capital et de la propriété possédés et contrôlés par la nouvelle classe dominante, bourgeoise. La transformation des valeurs en prix est au cœur de cette analyse.

### *La productivité du travail social*

Dans l'analyse de Marx il n'existe qu'une seule « productivité », celle du travail social défini par les quantités de travail abstrait contenues dans le bien marchand produit par un collectif de travailleurs.

Il y a amélioration de la productivité du travail social lorsque pour produire une unité d'une valeur d'usage définie la société peut consacrer à cette fin une quantité moindre de travail abstrait total (direct et indirect). Cette amélioration est le produit d'un progrès dans les technologies mises en œuvre sur la base des connaissances scientifiques de la société. On peut comparer les productivités du travail social dans deux unités de production de la même valeur d'usage ; par contre la comparaison des productivités du travail social dans deux branches de production de valeurs d'usage différentes n'a pas de sens. La comparaison de la productivité générale du travail social à deux âges successifs du développement capitaliste (ou plus largement de celui de l'histoire), comme la comparaison entre les productivités de deux systèmes (deux pays par exemple), procèdent alors d'un raisonnement par analogie. La mesure de cette productivité générale est obtenue en calculant la moyenne pondérée des progrès de la productivité dans les différentes branches de productions de valeurs d'usage analogues. Ce calcul est approximatif, le nombre des valeurs d'usage qu'il faudrait prendre en considération étant toujours bien plus élevé que celui retenu, et la pondération étant elle-même partiellement dépendante de l'évolution des productivités dans chacune des branches considérées.

Comme je l'ai dit la loi de la valeur formulée par Marx, fondée sur le concept de travail abstrait, exprime la rationalité de l'utilité sociale d'une valeur d'usage définie. Cette rationalité n'est pas celle qui régit la reproduction du mode de production capitaliste commandé par l'extraction de plus-value. Alors que le système des valeurs est indépendant du taux d'extraction de la plus-value, le système des prix est, lui, indissociable de la répartition des revenus ; et Sraffa a échoué dans sa tentative de définir une unité de mesure qui permettrait d'affranchir la structure des prix de sa dépendance à l'égard de la répartition.

La théorie économique bourgeoise, qui prétend que le marché à travers lequel s'expriment les prix produit une affectation rationnelle des ressources, n'y parvient qu'en découpant artificiellement la productivité en « composants » attribués à chacun des « facteurs de production ». Bien que ce découpage soit sans valeur scientifique et ne repose que sur un raisonnement tautologique, il est « utile » parce qu'il est le seul moyen de légitimer le profit du capital. La méthode mise en œuvre par cette économie bourgeoise pour déterminer le « salaire » par la productivité marginale du « dernier salarié embauché » procède de la même tautologie et brise l'unité du collectif, seul créateur de valeur. D'ailleurs, contrairement aux affirmations sans preuve de l'économie conventionnelle les employeurs ne prennent pas leurs décisions en procédant à ce « calcul à la marge ».

Le progrès de la productivité du travail social s'exprime par la réduction de la quantité de travail abstrait nécessaire pour produire une unité de même valeur d'usage. Il faut donc pouvoir

identifier celle-ci. C'est sans doute empiriquement pas trop difficile : mètres de drap, ou tonnes de ciment, une automobile de telle puissance, tant d'heures de baby sitter, une consultation médicale de tel type etc. Saisir le progrès de la productivité pour leur production est généralement aisé dans le temps court ou moyen (de quelques années). Une automobile de cette année a une valeur d'usage analogue à celle de l'an dernier. On pourra donc mesurer le gain de productivité obtenu d'une année sur l'autre et, en remontant le temps par étapes courtes (dites en calcul économique de mise en œuvre de mesures « à prix constants »), conclure qu'en l'espace de trente ans le gain de productivité est de 100 %. Mais en remontant le temps de cette sorte on ignore les transformations de nature qui définissent les valeurs d'usage en question. Prenons l'exemple des transports. Un être humain peut être transporté par avion sur 15.000 kilomètres en vingt-quatre heures. Il y a 150 ans pour parcourir la même distance en diligence et en bateau à voile il lui aurait fallu un an, soit 365 fois plus de temps. Doit-on dire que l'avion est 365 fois plus « efficace » (et assimiler cette efficacité à la productivité) que le complexe diligence-navire ancien? Ou doit-on comparer le temps de travail social nécessaire aujourd'hui pour produire un avion (et diviser ce temps par le nombre d'individus-kilomètres transportés en un an) et celui qui était nécessaire en son temps pour produire la diligence et le navire (divisé de la même manière) ? Exercice certainement presque impossible à reconstituer et de surcroît inutile. Car les valeurs d'usage en question ne sont plus les mêmes, ni les besoins qui les sous-tendent.

Marx fait observer, à juste titre, que les modes de consommation ne sont pas des données antérieures aux décisions de production, mais qu'au contraire c'est la production qui commande la consommation.

Dans certains domaines la mesure des « gains de productivité » est encore plus aléatoire, conventionnelle, voire illusoire et trompeuse, parce que les valeurs d'usage comparées ne sont pas comparables. Peut-on dire que la médecine d'aujourd'hui est « une fois et demi » plus efficace ou « productive » que celle d'il y a un siècle si, entre temps, la longévité a augmenté de 50% ? D'une année sur l'autre on mesurera l'augmentation du coût de la santé, en pourcentage des dépenses dans le PIB par exemple. Mais on sait que les mêmes proportions de celles-ci (comparables entre les Etats Unis et l'Europe occidentale) donnent des résultats différents. Il y a donc d'autres critères des choix sociaux irréductibles aux choix de la prétendue rationalité de l'économie (capitaliste en l'occurrence).

### *La question de la transformation*

La question de la transformation a fait couler beaucoup d'encre. La transformation implique en effet que le taux de profit mesuré dans le système des prix de production soit nécessairement différent de celui qu'on pourrait dégager du système des valeurs. Cet écart a été considéré par les économistes comme la preuve de l'échec de la transformation conçue par Marx. En contrepoint j'ai dit et répété que cette différence était au contraire attendue et nécessaire pour qui ne réduit pas l'analyse scientifique à l'observation empiriste immédiate, à cent lieues de la pensée de Marx et de sa distinction entre les apparences phénoménales immédiates et la réalité matérielle essentielle cachée derrière elles. Si les deux taux de profit considérés étaient identiques l'exploitation du travail dans les formes qui sont propres au capitalisme serait transparente comme elle l'était aux époques antérieures. Le serf travaille trois jours sur sa terre et trois sur celle de son seigneur ; le taux du surtravail extrait de l'exploitation du serf est immédiatement visible. Dans le capitalisme l'exploitation est opacifiée par la forme marchande généralisée des rapports sociaux : le prolétaire vend sa force de travail, et non pas son travail. Cette opacification se traduit par la différence des deux taux.

L'analyse des conditions de réalisations de l'accumulation élargie que Marx poursuit dans le livre II du *Capital* est fondée alors, très logiquement, sur la distinction des deux départements, l'un producteur de biens d'équipement, l'autre de biens de consommation. Cette analyse centre son attention sur le segment du système productif gouverné directement par le mode capitaliste. Il ne s'agit pas là d'une théorie de l'équilibre général (offre/demande) comparable et analogue à celles de l'économie bourgeoise (de Walras et de Sraffa). Car le taux de la plus-value est soumis dans son évolution aux résultats des luttes ouvrières et du mode d'expansion du segment capitaliste du système productif, qui absorbe (ou soumet) les autres formes de la production marchande (paysanne et artisanale). Le système dans son ensemble ne tend pas vers un équilibre dont on pourrait définir les termes à l'avance, mais se déplace de déséquilibre en déséquilibre. L'analyse de Marx n'est pas économiste, comme celle de l'économie bourgeoise ; elle se situe dans le champ plus vaste du matérialisme historique.

Marx avait construit sa critique du capitalisme et de la théorie économique qui en légitimait le déploiement à l'époque du capitalisme concurrentiel du XIXe siècle. La théorie de la valeur et celle de la transformation du système des valeurs en système des prix constituaient l'axe de cette critique. Les économistes bourgeois avant Marx (l'économie vulgaire de JB Say, Bastiat et autres) et surtout après lui se sont employés à vouloir démontrer que la soumission de la société aux exigences du déploiement des marchés concurrentiels généralisés produirait un équilibre général favorable au progrès de tous aux échelles nationales et à celle du monde. Les deux grandes tentatives de produire cette démonstration (Walras et Sraffa) ont échoué à le faire (voir mon livre *La loi de la valeur mondialisée*). Par ailleurs la réalité du système mondial a démontré que le capitalisme ne produit pas l'homogénéisation des conditions économiques à cette échelle, mais au contraire la polarisation grandissante.

### *Le concept de travail abstrait*

Le concept de travail abstrait, formulé par Marx, définit le dénominateur commun qui permet d'additionner des formes différentes de travail simple (non qualifié) et de travaux complexes (qualifiés). L'unité de travail abstrait est une unité composite associant dans des proportions données des unités de travail simple (sans qualification) et complexes (qualifiées). Le travail simple (non qualifié) et le travail complexe (qui exige une formation) sont faciles à appréhender. Mais le concept de travail abstrait ne s'impose pas au regard immédiat. Or les productions d'une société ne sont pas celles de travailleurs isolés les uns des autres, mais d'un collectif en l'abstraction duquel ni le travail le moins qualifié ni celui qui est le plus qualifié n'ont de sens : ils contribuent ensemble à assurer la production.

Peut-on considérer que l'heure de travail de l'ingénieur et celle du manœuvre contribuent à égalité à la production de la valeur ? Et sinon dans quelles proportions ? L'économie bourgeoise – qui ignore la valeur en la confondant avec le prix (dit du marché) – élude la question : les salaires (différents) de l'ingénieur et du manœuvre traduisent l'utilité sociale inégale de leur contribution. Pétition de principe et tautologie pure et simple qui substitue la constatation à l'explication.

J'ai proposé une méthode de calcul des proportions qui commandent la différence de ces contributions à la formation de la valeur, fondée sur la prise en compte du temps de formation nécessaire à la production des travailleurs qualifiés et la restitution du coût de cette formation au cours des années de vie active du travailleur qualifié concerné. La méthode justifierait un rapport des salaires allant au maximum de un à un et demi ou deux, guère plus. Cette méthode me paraît en consonance avec celle de Marx et permettrait de réduire le travail complexe (qualifié) en travail simple. Je renverrai le lecteur à l'étude que j'ai publiée dans *Monthly Review* sur ce sujet du travail abstrait.

Or la hiérarchie des salaires constatés est considérablement plus ouverte que celle que suggère la mise en œuvre du concept de travail abstrait. Ce concept n'explique donc pas les hiérarchies salariales constatées qui trouvent leur origine dans notre monde tel qu'il est fait par la longue histoire de l'inégalité et de la valorisation des statuts sociaux, par la pauvreté relative (même encore aujourd'hui dans les pays riches) de la richesse à partager. La tentative de légitimer cette hiérarchie par les productivités marginales des apports des différentes catégories de travailleurs est tautologique. L'idéologie du capitalisme valorise toujours les inégalités, salariales ou exprimées par la fortune en capital, par des considérations faisant de celle-ci la source du progrès. La réalité illustre le rôle plus important de la solidarité, non seulement pour assurer le progrès social (les syndicats), mais encore également le progrès des sciences et des technologies à tous les âges de l'histoire.

Si l'échelle des salaires pour les différentes catégories de travailleurs qualifiés se déploie sur un éventail large, allant disons de 1,5 fois à 2 fois le minimum vital (salaire du non qualifié) pour beaucoup, 3 ou 4 fois pour certains et un multiple beaucoup plus fort pour une petite minorité, dits « extra-qualifiés », on constaterait que si la plupart des travailleurs contribuent à la formation de la plus-value, bien que dans des proportions différentes (et dans ce sens l'expression de « sur exploités » pour la majorité – deux tiers des salariés – prend tout son sens), il existe une catégorie de prétendus « sur qualifiés » (ils le sont peut être parfois réellement) qui consomment davantage de plus-value qu'ils ne contribuent à former.

Un esprit empiriste pourrait croire que l'unité de travail abstrait peut être calculée à partir de l'observation de la hiérarchie des salaires : en prenant la moyenne pondérée des salaires effectifs. Pour ma part je considère que le concept de travail abstrait interdit cette opération. L'écart constaté n'est pas la preuve que Marx aurait encore une fois commis une erreur de raisonnement, au contraire la constatation de cet écart permet de situer la relativité de la prétendue rationalité de la société de classes.

L'inégalité fondamentale dans la répartition du revenu qui caractérise le capitalisme repose en premier lieu sur le contraste qui oppose le pouvoir des propriétaires de capitaux à la soumission des vendeurs de force de travail. La hiérarchie des salaires vient en surcroît. Or celle-ci a acquis désormais une dimension nouvelle. Le système contemporain du capitalisme des monopoles généralisés est fondé sur une centralisation extrême du contrôle du capital, accompagné par la généralisation du salariat. Dans ces conditions une fraction importante du profit est déguisée sous la forme de salaires (ou para salaires) des couches supérieures des classes moyennes dont les activités sont celles de serviteurs du capital. La séparation entre la formation de la valeur, l'extraction de plus-value et sa répartition prend davantage d'ampleur.

Mais qu'en sera-t-il de la hiérarchie des rémunérations dans un avenir lointain ? Mais dans celui-là devra-t-il y avoir encore des ingénieurs et des manœuvres ? La dialectique matérialiste de l'évolution à venir donnera sa réponse au problème et seul l'imaginaire peut permettre d'en entrevoir aujourd'hui les possibilités diverses. La réflexion sur cette question éclaire le caractère fallacieux de la qualité d'absolue donnée à la rationalité du système capitaliste. La rationalité absolue de l'économiste bourgeois devient relative dans l'espace temporel qui transcende l'historicité du capitalisme. Elle peut même devenir, à cette échelle, irrationalité comme on le verra également par exemple pour ce qui concerne le traitement des ressources naturelles.

*L'évolution tendancielle du taux de profit*

Les schémas de la reproduction élargie de Marx permettent de préciser en le quantifiant le taux de croissance du salaire nécessaire pour la réalisation de l'accumulation, ce taux étant lui-même défini par ceux de la croissance de la productivité dans chacun des deux départements I et II. Si cette condition est remplie le taux de profit est à son tour défini et, comme je l'ai montré, ne révèle pas nécessairement une tendance à la baisse. Celle-ci exigerait une élévation de la composition organique du capital exprimée en prix de production associée à un taux de la plus-value qui ne soit pas lui-même en croissance marquée.

L'intuition de Marx, qui laisse entendre qu'il en est ainsi, est-elle fondée ? Oui, dans la mesure où, comme je l'ai également montré, la croissance de la productivité implique non pas la production des mêmes équipements en quantités croissantes (le modèle d'accumulation extensive sans progrès de la productivité) mais l'innovation, c'est-à-dire la production d'équipements nouveaux. En même temps le déploiement des rapports sociaux capitalistes, qui sont des rapports à travers lesquels s'exprime le pouvoir du capital, réduit la capacité des travailleurs à obtenir l'augmentation de leurs salaires au niveau requis pour garantir l'équilibre dynamique de l'accumulation. La contre tendance majeure à la baisse du taux du profit opère donc de manière réelle. En définitive l'histoire de l'accumulation s'exprime à travers des phases successives, tantôt marquées par la baisse tendancielle du taux de profit, comme cela a été le cas au cours des trente glorieuses de l'après-guerre lorsque les classes ouvrières bénéficiaient d'une puissance politique marquée, tantôt marquées par le redressement du taux de profit, comme c'est le cas pour les décennies 1980-2010. Mais alors ce redressement pose problème à la réalisation de l'équilibre général offre/demande de biens de consommation. Le mouvement de cette contradiction, inhérente au capitalisme, ne peut être expliqué par le seul jeu de lois économiques, mais par l'articulation de celles-ci aux résultats de la lutte des classes. L'économisme bourgeois ignore cette dialectique à laquelle Marx donne toute sa place.

### **La question de la rente foncière et de l'intérêt du capital argent**

Dans le capitalisme concurrentiel du XIXe siècle il y a des écarts entre le système des valeurs et celui des prix et des revenus, autre que celui associé à la transformation des valeurs en prix de production. Marx, dans le *Capital*, discute de deux de ces écarts associés à la rente foncière d'une part, à l'intérêt du capital argent d'autre part.

J'ai osé remettre en cause la théorie économique de la rente foncière, que Marx fonde sur les différences de composition organique du capital dans l'agriculture et dans l'industrie. Marx d'ailleurs oublie cette théorie lorsqu'il déplace l'accent dans son analyse sur les questions de matérialisme historique posées à leur égard : les conflits et les alliances de classe associant grands propriétaires fonciers ou paysans intégrés dans des formes différentes de l'alliance anti ouvrière. Je renvoie donc ici le lecteur au chapitre consacré à la rente foncière (*La loi de la valeur mondialisée*).

Le chapitre de l'intérêt soulève des questions relatives aux fonctions du système monétaire et de l'Etat sur lesquelles je reviendrai plus loin.

### **Le premier capitalisme des monopoles du XXe siècle (1900-1975)**

Ni Marx, ni même les penseurs marxistes majeurs de la fin du XIXe siècle, n'ont pensé un seul instant que le système tel qu'il était à leur époque constituait une structure définitive. Au contraire ils plaçaient l'accent sur les tendances de son évolution commandée par le déploiement de sa logique. Avec une intuition remarquable Marx notait l'importance des premières manifestations de la transformation des formes de la propriété du capital : la constitution des premières sociétés anonymes dans les domaines de priorité qui exigeaient

l'apport d'une grande masse de capitaux (les chemins de fer et les mines). Tous les marxistes de l'époque prédisent la disparition inévitable des formes de production petite marchande et leur absorption par le capital en expansion. Et même si la formulation de leur vision de cette disparition programmée s'est avérée erronée (voir en particulier ce que dit Kautsky de l'avenir de la production agricole), l'idée sur laquelle est fondée leur vision – la concentration/centralisation du capital produite par la concurrence qui doit finir par se nier dialectiquement – a été confirmée par l'histoire. De sorte que lorsque, à la fin du siècle, Hobson et Hilferding amorcent l'analyse du capitalisme nouveau des monopoles, il n'y a là rien qui surprenne les marxistes de l'époque.

La première longue crise systémique du capitalisme s'amorce dans les années 1870. La lecture du déploiement du capitalisme historique dans la longue durée que j'ai proposée suggère une succession en trois temps : dix siècles d'incubation de l'an 1000 en Chine aux révolutions du XVIIIe siècle en Angleterre et en France, un siècle court d'épanouissement triomphant (le XIXe siècle), un long déclin probable constitué lui-même de la première longue crise (1875-1945) puis de la seconde (amorcée en 1975, toujours en cours). Dans chacune de ces deux longues crises le capital répond au défi par la même formule triple : concentration du contrôle du capital, approfondissement de la mondialisation inégale, financiarisation de la gestion du système.

Deux penseurs majeurs (Hobson et Hilferding) saisissent immédiatement la portée immense de la transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles. Il n'est pas surprenant que le premier soit britannique, la puissance hégémonique du XIXe siècle et que dans son analyse il ait placé un accent particulier sur les formes de la nouvelles financiarisation du système. Il n'est pas davantage surprenant que le second soit austro-allemand, l'Empire allemand s'engageant alors dans une industrialisation accélérée activement soutenue par l'Etat et les monopoles naissants, favorisée par l'indemnité financière considérable imposée à la France.

Mais il appartenait à Lénine de tirer la conclusion politique de cette transformation, qui amorçait le déclin du capitalisme et donc l'inscription à l'ordre du jour de la révolution socialiste. Lénine était à peu près seul à avoir vu que le capitalisme des monopoles des Puissances portait en lui la guerre mondiale, l'occasion de la révolution.

La même évolution – la formation du capitalisme des monopoles – s'amorçait de l'autre côté de l'Atlantique. La victoire des yankees dans la guerre civile avait mis un terme à un système de pouvoir jusqu'à cette date largement dominé par les aristocraties agraires-esclavagistes du Sud. Et la prodigieuse expansion industrielle du dernier quart du siècle conduisait à l'invention des formes nouvelles du monopole, le seul moyen qui permettrait d'en poursuivre le déploiement.

La formation première du capitalisme des monopoles remonte donc à la fin du XIXe siècle, mais ne se constitue véritablement en système aux Etats Unis qu'à partir des années 1920, pour ensuite conquérir l'Europe occidentales et le Japon des « trente glorieuses » de l'après seconde guerre mondiale. Le concept du surplus, proposé par Baran et Sweezy dans les années 1950-1960 permet de saisir l'essentiel de la transformation qualitative du capitalisme apportée par l'émergence dominante des monopoles. Convaincu dès sa publication par ce travail d'enrichissement de la critique marxiste du capitalisme, j'ai amorcé dès les années 1970 sa reformulation qu'exigeait, à mon avis, la transformation du capitalisme des monopoles « premier » (1920-1970) en capitalisme des monopoles généralisés, analysé comme une phase qualitativement nouvelle du système.

Dans les formes antérieures de la concurrence entre les entreprises produisant la même valeur d'usage – alors nombreuses et indépendantes les unes des autres – les décisions étaient prises

par les propriétaires capitalistes de ces entreprises sur la base du prix du marché constaté qui s'imposait comme une donnée extérieure. Baran et Sweezy observent que les nouveaux monopoles agissent différemment : ils fixent leurs prix en même temps que la nature et le volume de leurs productions. C'en est donc fini de la « concurrence transparente et loyale », qui demeure néanmoins, contre toute réalité, au cœur de la rhétorique de l'économie conventionnelle ! L'abolition de la concurrence – la transformation radicale du sens de ce terme, de son mode d'opération et de ce qu'elle produit – déconnecte le système des prix de son fondement, celui des valeurs, et par là même fait perdre de vue le cadre de référence qui définissait la rationalité du capitalisme. Alors que les valeurs d'usage constituaient dans une large mesure des réalités autonomes, elles deviennent, dans le capitalisme des monopoles, l'objet de véritables fabrications produites systématiquement par des politiques de vente agressives et particularisées (publicité, marques etc.).

Dans le capitalisme des monopoles la reproduction cohérente du système productif n'est plus possible par le seul ajustement mutuel des deux départements considérés dans le livre II du *Capital* ; il faut désormais prendre en considération un département III d'absorption du surplus conçu par Baran et Sweezy. J'ai tenté pour ma part de donner une mesure de la croissance de ce département III qui reflète l'évolution constatée effectivement de la composition de la production d'ensemble des économies concernées au cours du XXe siècle. Je renvoie donc le lecteur à cette illustration du mode d'opération du capitalisme des monopoles que la lecture de Baran et Sweezy m'a inspirée.

L'excroissance du département III favorise à son tour un effet d'effacement de la distinction que Marx fait entre le travail productif (de plus-value) et le travail improductif. Toutes les formes du travail salarié peuvent devenir – et deviennent – sources de profits possibles. Un coiffeur vend ses services à un client qui le paie par la dépense de son revenu. Mais si ce coiffeur devient salarié d'un salon l'opération doit dégager un profit pour son propriétaire. Le travail exploité n'est plus seulement celui des producteurs de plus-value, comme je l'ai rappelé dans les observations que j'ai proposées concernant la composition hétéroclite du département III. Si le pays concerné met au travail dix millions de travailleurs salariés dans les trois départements I, II et III, lesquels fournissent l'équivalent de douze millions d'années de travail abstrait, et si les salaires reçus par ces travailleurs leur permettent d'acheter des biens et des services dont la production n'a exigé que six millions d'années de travail abstrait, le taux d'exploitation du travail de tous, productifs et improductifs confondus, est identique : il est de 100%. Mais les six millions d'années de travail abstrait non distribuées en salaires ne peuvent pas être intégralement investis dans l'achat de biens de production destinés à l'expansion des départements I et II ; une partie de ceux-ci devra être affectée à l'expansion du département III.

### **Le capitalisme des monopoles généralisés (à partir de 1975)**

Le passage du capitalisme premier des monopoles à sa forme contemporaine (le capitalisme des monopoles généralisés) se réalise dans un temps court (entre 1975 et 1990) en réponse à la seconde longue crise du capitalisme en déclin. En une quinzaine d'années la centralisation du pouvoir des monopoles et sa capacité de contrôler la totalité du système productif atteignent des cimes sans comparaison avec ce qu'elles avaient été jusque-là.

Ma première formulation du capitalisme des monopoles généralisés remonte à 1978 lorsque je proposais une lecture des réponses du capital au défi de sa nouvelle longue crise systémique, qui s'ouvrait à partir de 1971-1975. Dans cette lecture je plaçais l'accent sur les trois directions de cette réponse attendue, alors à peine amorcée : la centralisation renforcée du contrôle de l'économie par les monopoles, l'approfondissement de la mondialisation (et la délocalisation des industries manufacturières en direction des périphéries) et la financiarisation. L'ouvrage

que nous publiions ensemble – André Gunder Frank et moi-même – en 1978 (« *N'attendons pas 1984* »), est passé inaperçu, probablement parce que nos thèses étaient en avance sur leur temps. Mais aujourd'hui les trois caractéristiques en question sont devenues des évidences aveuglantes pour tout le monde.

Il fallait donner un nom à cette phase nouvelle du capitalisme des monopoles. Capitalisme des monopoles « tardif » (« *late monopoly capital* » en anglais) ? J'ai pensé que ce qualificatif, un peu comme le préfixe « post », devait être évité parce qu'il ne donne par lui-même aucune indication positive concernant le contenu et la portée de ce qui est nouveau. Le qualificatif de « généralisé » précise celui-ci : les monopoles sont désormais dans une position qui les a rendu capables de réduire toutes les activités économiques » (ou presque) au statut de sous-traitants. L'exemple de l'agriculture familiale des centres capitalistes en constitue le plus bel exemple.

Ces agriculteurs sont contrôlés en amont par les monopoles fournisseurs d'intrants et de crédits, en aval par les monopoles des chaînes de distribution, à tel point que dans ces structures de prix qui leur sont imposées le revenu de leur travail devient nul. Les agriculteurs ne survivent que grâce aux subventions publiques payées par les contribuables. Cette ponction est donc à l'origine des profits des monopoles ! Comme on l'a constaté également à l'occasion des faillites bancaires le principe nouveau de la gestion économique se résume en une phrase : privatisation des profits des monopoles, socialisation de leurs pertes ! Continuer à parler de « concurrence transparente et loyale » et de « vérité des prix révélée par les marchés » relève de la farce. Mais les économistes n'ont pas le sens de l'humour et la constance qu'ils déploient à poursuivre l'étude d'un système imaginaire qui n'a rien à voir avec la réalité conditionne les prix Nobel qui leur sont distribués !

Le pouvoir économique émietté, et de ce fait concret, des familles de bourgeois propriétaires, laisse la place au pouvoir centralisé exercé par les dirigeants des monopoles et la cohorte de leurs serviteurs salariés. Car le capitalisme des monopoles généralisés n'implique pas la concentration de la propriété, laquelle au contraire est disséminée plus que jamais, mais celle du pouvoir de sa gestion. C'est pourquoi le qualificatif de « patrimonial » attaché au capitalisme contemporain est trompeur. Le règne des « actionnaires » n'est qu'apparent. Les monarques absolus qui décident en leur nom sont les dirigeants des monopoles. Cette gestion à son tour annihile le mode d'opération ancien de la concurrence des capitaux, qui constituait le fondement du mode de régulation de l'accumulation du capital. Elle lui substitue un mode de gestion fondé sur l'alternance de la coopération négociée et du conflit brutal des monopoles (qui met en œuvre des moyens qui ne sont pas ceux de la « concurrence transparente et loyale » comme on veut le faire croire). Le pouvoir, au sens le plus abstrait du terme prend la place de la concurrence effective concrète. Par ailleurs l'approfondissement de la mondialisation du système annihile la logique holiste (c'est-à-dire à la fois économique, politique et sociale) des systèmes nationaux sans lui substituer pour autant une logique mondiale quelconque. C'est l'empire du chaos (titre d'un de mes ouvrages publié en 1991, repris par d'autres par la suite) : dans les faits la violence politique internationale prend la place de la compétition économique, tandis que le discours veut faire croire que la régulation du système est le produit de cette dernière.

*Le nouveau système des prix et des revenus est déconnecté de celui des valeurs.*

Par ailleurs le concept de capitalisme des monopoles généralisés permet de situer la portée des transformations majeures concernant la configuration des structures de classe et les modes de gestion de la vie politique.

Dans les centres du système (la triade Etats Unis-Europe occidentale-Japon) le capitalisme des monopoles généralisés a entraîné la généralisation de la forme salariale. Les cadres dits supérieurs, associés à la gestion de l'économie par les monopoles, sont désormais des salariés, dont j'ai montré qu'ils ne participaient pas à la formation de la plus-value, dont ils sont devenus des consommateurs, méritant de ce fait d'être qualifiés de segment constitutif de la bourgeoisie. A l'autre pôle de la société la prolétarianisation généralisée que la forme salariale suggère s'accompagne de la multiplication des formes de la segmentation du front du travail. Autrement dit le « prolétariat » (dans les formes qu'on lui a connues dans le passé) disparaît au moment même où la prolétarianisation se généralise.

Dans les périphéries – diverses à l'extrême comme toujours puisque leur définition est négative (les régions qui ne se sont pas constituées en centres du système global) – les effets de la domination (directe ou indirecte) du capital des monopoles généralisés n'en sont pas moins visibles. A la diversité tant des classes locales dominantes que des statuts des classes dominées se superpose le pouvoir d'une super-classe dominante qui émerge dans le sillage de la mondialisation concernée. Cette super-classe est tantôt celle des « affairistes comprador », tantôt celle de la classe politique (ou classe-Etat-parti) gouvernante, ou un mélange des deux.

Le pouvoir de domination de l'économie par le capitalisme des monopoles généralisés a exigé et permis à son tour la transformation des formes de gestion de la vie politique. Dans les centres une culture politique nouvelle de consensus (apparent peut-être, mais néanmoins actif), synonyme de dépolitisation, a été substituée à la culture politique antérieure fondée sur la confrontation droite/gauche qui donnait sa portée à la démocratie bourgeoise et à l'inscription contradictoire des luttes de classes dans son cadre. Loin d'être synonymes, le « marché » (c'est-à-dire en réalité le « non-marché » qui caractérise la gestion de l'économie par les monopoles généralisés) et la « démocratie », sont, au contraire, antinomiques. Dans les périphéries le monopole du pouvoir accaparé par la super-classe dominante locale à laquelle j'ai fait référence plus avant, implique lui aussi la négation de la démocratie. Celle-ci conforte à son tour des formes de dépolitisation de formes diverses mais néanmoins identiques par leurs effets. J'ai essayé d'en fournir un exemple, propre aux pays victimes de la montée de l'Islam politique.

La domination du capital des monopoles généralisés s'exerce à l'échelle mondiale par le moyen de l'intégration globale du marché monétaire et financier fondé désormais sur le principe des changes flexibles, l'abandon de l'étalon-or et le renoncement au contrôle national des flux de capitaux. Néanmoins cette domination est mise en question, à des degrés divers, par les politiques d'Etat des pays émergents. Le conflit entre ces derniers et les objectifs stratégiques de l'impérialisme collectif de la triade – sur lequel j'ai insisté ailleurs – devient de ce fait l'un des axes centraux de la remise en cause possible du capitalisme des monopoles généralisés.

La nouvelle financiarisation de la vie économique couronne cette transformation du pouvoir du capital. Aux formes concrètes de son expression est substituée l'affirmation abstraite du pouvoir « du » capital. Aux stratégies déployées par les propriétaires réels du capital émietté est substituée celle des gestionnaires des titres des propriétés du capital. Ce qu'on appelle vulgairement le capital fictif (la valeur estimée des titres de propriétés) n'est rien d'autre que l'expression de ce déplacement, de cette déconnection du monde virtuel par rapport au monde réel.

Le caractère abstrait du capitalisme contemporain est synonyme de chaos permanent insurmontable. L'accumulation capitaliste par sa nature même a toujours été synonyme de désordre, au sens que Marx avait donné à ce terme : un système qui se déplace de déséquilibre en déséquilibre (au gré des luttes de classes et des conflits inter puissances) sans jamais tendre à l'équilibre. Mais ce désordre produit par la concurrence des capitaux émiettés était maintenu

dans des limites raisonnables par la gestion du système du crédit exercée sous le contrôle de l'Etat national, comme on le verra plus loin. Avec le capitalisme abstrait contemporain ces frontières disparaissent ; la violence des déplacements de déséquilibre en déséquilibre est renforcée. Le chaos succède au désordre.

La théorie économique bourgeoise s'emploie à tenter de répondre au défi, en en niant l'existence. Pour ce faire elle poursuit son discours conventionnel, qui parle de « concurrence transparente et loyale », en fait inexistante, et de « prix vrais ». On parle de « moins d'Etat » alors qu'en fait la part publique prélevée sur le PIB non seulement n'a jamais été aussi importante, mais qu'elle constitue la condition sine qua non de la survie du système ! Mais en parallèle à ce discours creux et irréal la théorie prétend reconstruire le théorème (faux) de l'auto-régulation des marchés en transférant l'analyse de la décision économique, attribuée sans preuve aux individus, aux anticipations de ceux-ci. La boucle est ainsi bouclée : la théorie économique, toujours celle d'un système imaginaire (et non celle du capitalisme réel), est de surcroît celle qui permet de prévoir tout et n'importe quoi, en fonction des anticipations, dont la conformité à la réalité reste toujours inconnue. La théorie économique est, plus que jamais, un discours idéologique (au sens le plus platement négatif du terme) destiné à faire accepter les décisions des seuls décideurs : les monopoles généralisés.

### **La régulation du capitalisme par l'Etat et le système du crédit**

Les luttes et les alliances de classes, la concurrence des capitaux et les conflits des Puissances – des réalités qui appartiennent toutes au domaine du matérialisme historique, et ne peuvent de ce fait être réduites à des lois économiques comme l'économie conventionnelle le suggère – produisent donc un système qui se déplace de déséquilibre en déséquilibre sans jamais tendre à la réalisation d'un équilibre définissable à l'avance en termes économiques. Le capitalisme est par nature un système instable. Le désordre qui le caractérise est donc une réalité qu'aucune réduction économiste ne permet d'évacuer.

Ce désordre est néanmoins régulé, avec succès, souvent (mais pas toujours) par les politiques nationales d'Etat se déployant d'une part par la construction systématique de blocs sociaux hégémoniques et d'autre part par la gestion nationale du système de la monnaie et du crédit. Etat et monnaie constituent ensemble les moyens mis en œuvre pour surmonter le désordre produit par le conflit des intérêts des capitaux c'est-à-dire du capital dont la propriété est segmentée. L'Etat agit donc souvent « contre » les intérêts des capitalistes en conflit pour faire prévaloir ceux du capitalisme.

Ce mode de régulation repose au XIXe siècle sur l'adoption d'une monnaie-marchandise, le métal – le bimétallisme évoluant vers le monométallisme or. Ce système interdit la possibilité de financement de l'inflation par une expansion sans contrôle du crédit. Je distingue à cet effet les grandes vagues de fluctuations des prix associés à celles qui commandent la production de l'or de l'inflation véritable, qui est un phénomène ultérieur. J'ai repris à cet endroit les analyses de Marx concernant les rapports que la production de l'or entretient avec la demande de monnaie ; j'en ai prolongé les raisonnements par la proposition que j'ai faite d'un « rôle actif du crédit » dans l'accumulation, en réponse aux observations sur la réalisation de la plus-value formulées par Rosa Luxemburg. Je renvoie donc ici le lecteur à mon ouvrage ancien *Le développement inégal*.

Il en effet tout à fait possible de calculer le volume des crédits qui doivent nécessairement être avancés aux capitalistes en début de chaque cycle de production pour permettre la réalisation de la plus-value et leur remboursement en fin de cycle. Le taux de croissance de ce volume de crédit est lui-même calculable ; il est fonction du taux de croissance du PIB et des taux de

croissance de la productivité dans chacun des départements I et II. Ce calcul donne un statut objectif au concept de demande de monnaie invoqué par Marx contre les théories quantitativistes de la monnaie. Il donne tout son sens à l'affirmation de Marx selon laquelle la demande de monnaie crée son offre. L'efficacité possible du système de crédit n'est donc pas une figure de style approximative mais une réalité concrète précise que j'ai qualifiée de « fonction active de la monnaie dans l'accumulation ». La méthode proposée, dérivée des schémas de la reproduction du Livre II du *Capital*, rend explicite ce que Marx avait laissé vague, c'est-à-dire non calculé. Malheureusement les marxistes se sont trop souvent contentés de faire l'exégèse des écrits de Marx sans plus. Ils ont par là même affaibli son argument qui, prolongé comme je le fais, réduit à néant la validité de toute théorie monétariste, ancienne ou contemporaine.

L'efficacité du système de crédit, c'est-à-dire sa capacité de répondre correctement aux exigences de l'accumulation, dépend évidemment de conditions qu'il faut préciser. Cette politique peut être efficace, et elle l'a largement été, tant qu'elle opérait dans le cadre d'un système productif national autocentré. Et, dans ce sens, monnaie et Etat sont indissociables. Ce fut le cas jusqu'aux années 1970. Il n'en est plus ainsi depuis que l'Etat national a renoncé à remplir son rôle dans la régulation de l'accumulation par celle du crédit, sans qu'un Etat supra national n'ait pris la relève, et depuis que, parallèlement, la gestion nationale du système monétaire a cédé la place aux errements d'un système monétaire et financier, mondialisé intégré. Cette dérive, imposée par les monopoles généralisés s'érigeant en acteur exclusif, m'a amené à la conclusion qu'il s'agissait d'un système non viable, chaotique par nature. La dérive ne concerne pas seulement le système mondial ; elle concerne au même titre le sous-système européen et celui de l'euro, fondés sur les mêmes principes. L'implosion de l'euro en cours en est le témoignage.

La nouvelle stratégie des firmes dominantes du capitalisme des monopoles était difficilement conciliable avec les modes de gestion du capitalisme du XIXe siècle fondés sur le système de la monnaie-or.

Aussi la perte de vue des points de repère fondamentaux constitués par les valeurs a été concomitante à l'abandon progressif de l'autre point de repère solide du capitalisme historique – la monnaie marchandise (le métal, l'or). Abandon progressif, amorcé par le chaos de la première guerre mondiale. La tentative de retour à l'or dans l'entre-deux guerres a mal fonctionné. La solution apportée par le système de Bretton Woods (1945-1971) n'a elle-même été efficace que tant que les Etats Unis assumaient seuls les fonctions de l'économie hégémonique (le dollar, équivalent à l'or) et disparaît avec l'abandon de la convertibilité du dollar en or en 1971. Depuis, les changes flottants ont introduit une raison supplémentaire de chaos permanent.

J'avais esquissé (en 1957 puis en 1973) une critique de la transformation de la logique de l'accumulation produite par la perte du repère que la monnaie/métal avait constituée. Cette perte de repère entraînait l'apparition d'un mode nouveau de gestion de l'accumulation, associé au désordre de l'inflation désormais possible. Aujourd'hui la volonté affirmée d'abolir toute perspective inflationniste sans pour autant retourner à la monnaie/métal mais par la mise en œuvre de politiques monétaires déflationnistes permanentes (volonté affirmée par l'Allemagne plus que par les autres) invite à revenir et à approfondir l'analyse du concept de monnaie dans le capitalisme. La perte de vue du repère solide de la monnaie métal aurait pu être compensée par la gestion centralisée du crédit, exercée par l'Etat. Cette solution a été en partie mise en œuvre durant les trente glorieuses de l'après-guerre (1945-1975). L'entrée en crise du système (à partir de 1975) et la réponse qui lui a été donnée en termes d'approfondissement de la

mondialisation (et pour l'Europe d'une construction inscrite dans la mondialisation en question) ont conduit à l'abandon de cette gestion du crédit par l'Etat et sa dévolution au pouvoir direct des monopoles. Mais la stagnation et le chaos qui en ont résulté ont remis en selle le fétiche-or, illustrant par ce fait qu'aliénation économiste et permanence d'un fétiche indispensable sont indissociables.

Le mode de régulation nationale du capitalisme concurrentiel et même du capitalisme des monopoles dans sa forme première était effectif, et s'exprimait dans la succession des phases d'expansion et de réajustement par les crises qui constitue le cycle économique.

### **Travail vivant et travail mort, le facteur temps, la dépréciation du futur et le taux de l'intérêt**

La loi de la valeur implique la possibilité d'additionner des quantités de travail vivant et de travail mort.

L'économie bourgeoise traite la question en introduisant le temps dans son raisonnement : les équipements sont produits d'abord, utilisés ensuite. Apparence de bon sens évident. Mais derrière ce traitement se profile un a priori de statut éthique : il faut épargner d'abord pour investir ensuite. Et dès lors qu'il en est ainsi la rémunération du capital (assimilé aux équipements) trouve sa justification dans le sacrifice que l'épargne représente, un sacrifice défini par le prix du temps qualifié de dévalorisation du futur. La banalité du raisonnement procède d'une identification entre le comportement de l'individu et la réalité du fonctionnement social. L'individu prévoyant épargne d'abord, investit ensuite. La morale puritaine transparaît dans l'éloge de ce comportement. On le transpose ensuite à la collectivité : la nation doit épargner pour investir. Politiciens de droite et sociaux-démocrates s'accordent pour le répéter.

Or à l'échelle de la réalité du mode de production capitaliste les choses ne se passent pas de cette manière. La production de biens de production et celle de biens de consommation est concomitante, commande une division sociale du travail entre les départements I et II. La reproduction élargie implique que le département I produise un surplus qui dépasse le seul remplacement des équipements amortis. Le temps est bien pris en compte, puisque ce surplus sera utilisé dans la phase suivante de la production, mais il ne l'est pas de la manière par laquelle il l'est dans le raisonnement du puritain évoqué plus haut. Car c'est la décision d'investir (de faire produire au département I plus qu'il n'en faut pour amortir les équipements) qui crée l'épargne, laquelle ne précède pas l'investissement mais en découle. Non seulement Marx, mais Keynes également, avaient compris le caractère fallacieux de la transposition des comportements du micro au macro.

Là encore le rapport entre le caractère absolu de la rationalité du système, proclamé, et sa relativisation nécessaire apparaît en plein jour. La décision d'investir n'est pas prise collectivement, elle résulte de la concurrence qui oblige les entreprises à prévoir leur modernisation et leur expansion, créant ainsi une demande potentielle d'équipements qui dépasse les exigences de l'amortissement. La reproduction élargie est le produit de la rationalité du système, qui paraît absolue. En s'élevant au niveau supérieur, représenté par la société (sans la réduire à la classe des entrepreneurs) la rationalité de la décision d'investir devrait être commandée par d'autres critères, relativisant ceux qui commandent la reproduction capitaliste. Les considérations concernant l'usage des ressources naturelles, sur lesquelles on viendra plus loin, devront trouver leur place dans l'identification de ces critères, ignorés par la rationalité fallacieusement absolue de l'économisme bourgeois. On avait vu que de la même manière, d'un point de vue social les générations de jeunes en formation, d'actifs et de retraités doivent

être considérés comme les éléments solidaires constitutifs de la même société et non des individus en compétition les uns contre les autres.

*Comment Marx prend-il en compte du temps dans le calcul économique ?*

L'économie bourgeoise traite le taux de dépréciation du futur comme une composante du taux de l'intérêt qui est aussi et en même temps le prix payé pour bénéficier de l'avantage de la liquidité. Le taux de profit – lui-même somme du taux de l'intérêt et de la prétendue « prime de risque » - est de ce fait défini en termes temporels : le profit annuel rapporté par le capital.

Marx ignore – avec une conscience lucide – le concept de dévalorisation du futur. Il propose un traitement de l'intérêt qui lui est propre dans le cadre de la redistribution de la plus-value (je renvoie ici au chapitre de *La loi de la valeur mondialisée* consacré à cette question). Néanmoins Marx intègre le temps dans son analyse du calcul économique du capitalisme dont il restitue soigneusement la logique, celle d'un système guidé par la maximisation du taux annuel de profit du capital. Le temps de production, celui de la circulation du capital et de la réalisation du produit, sont soumis à une pression constante visant à leur réduction. Les procédés mis en œuvre dans cet esprit produisent des effets de redistribution de la plus-value dans sa transformation en profit.

Mais quid du temps plus long ? On retrouve ici les défis de rationalités sociales qui transcendent celles de la gestion capitaliste. Entre autre précisément du traitement des effets « à long ou très long terme » des options de logique sociale. Dans l'avenir on concevra peut-être une « valorisation du futur » plutôt que sa dépréciation !

### **Aux frontières du mode de production capitaliste**

Marx, qui a conduit ses recherches en partant du concret visible pour s'élever au niveau de l'abstrait, procède dans le sens inverse pour en exposer les résultats. *Le Capital* s'ouvre donc par l'exposé de ce qu'est le mode de production saisi à son niveau le plus élevé de l'abstraction qu'on pourrait qualifier de « capitalisme pur », réduit à deux classes et à un seul mode de travail –salarié. Dans le système productif capitaliste saisi à ce niveau d'abstraction la distinction que Marx fait entre le travail productif, acheté par le capital variable, et le travail improductif, acheté par la dépense du revenu, prend toute son importance : le travail productif est qualifié de tel parce qu'il est seul productif de plus- value. En contrepoint le travail des fonctionnaires de l'Etat, fournisseurs de services publics, comme celui des fournisseurs de services privés payés sur le revenu des personnes, ne participent pas à l'extraction de plus-value, il en assure la redistribution.

Mais évidemment la société capitaliste concrète réelle –les formations capitalistes- n'est jamais réductible au MPC « pur ». Et lorsque Marx descend au concret, il descend évidemment au concret de son époque. Or au XIXe siècle les rapports de production capitalistes n'occupent qu'un champ encore limité de l'ensemble des rapports de production ; les domaines régis par la production paysanne et artisanale occupent encore une bonne partie du terrain, et gardent une dose d'autonomie encore active par ses effets, quand bien même leur soumission aux logiques dominantes de l'accumulation du capital serait en progression continue.

L'importance de cette observation tient au fait que l'expansion des rapports capitalistes se fera au XIXe siècle précisément par la destruction/absorption des formes anciennes, ou leur soumission formelle, un processus qui donne au capitalisme de l'époque son caractère triomphant et synonyme de progrès, comme les phrases du *Manifeste Communiste* en témoignent. Et c'est pour cette raison que j'ai donné une lecture du déploiement du capitalisme

réduisant la phase progressiste du système à ce court XIXe siècle. Rosa Luxemburg avait fait preuve d'une belle intuition lorsqu'elle a insisté sur l'importance de l'absorption/soumission des formes de production non capitalistes dans l'accumulation élargie. Les raisonnements qu'elle a tenus concernant le rôle de l'expansion du capitalisme impérialiste dans les colonies et semi-colonies de la fin du siècle peuvent être transférés *mutatis mutandis* aux conditions de l'expansion interne du capital dans les pays européens entre 1830 et 1880. Ma critique portait sur un autre volet de la thèse de Rosa Luxemburg, concernant la prétendue impossibilité de réalisation de la plus-value dans un modèle de capitalisme pur, thèse que j'ai réfutée par mes propositions concernant le rôle actif du crédit dans l'accumulation.

Depuis les choses ont bien changé. Le capitalisme des monopoles est accompagné par la généralisation accélérée de la forme salariée du travail. Au point que la crise de 1930 éclate aux Etats Unis dans une société déjà presque intégralement salariée. De là son caractère nouveau. Et ma lecture de cette première longue crise systémique est alors celle de la première vague du déclin du capitalisme. Avec le capitalisme des monopoles généralisés s'achève le processus d'intégration/soumission du système productif dans son ensemble. Le capitalisme contemporain cherche alors à surmonter sa crise par une nouvelle expansion du champ des activités sociales soumises à la logique d'extraction du profit, par la privatisation des services publics (les biens communs) et par l'invention d'un champ d'activités nouveau –le domaine de l'écologie- sur lequel je reviendrai.

Marx a raison de préciser les frontières du travail social à prendre en considération à chaque étape du développement, et de faire la distinction entre le travail social propre au capitalisme et les autres formes de travail qui se déploient dans des espaces non gérés (ou pas encore gérés) par les rapports capitalistes. Qualifier ces formes de « non socialement utiles » (pour le capital) est à la fois vrai et faux. Car d'une part ces espaces de la réalité échappent à la domination directe du capital, mais d'autre part leur existence même affecte les conditions de reproduction du travail social dominé directement par le capital.

Le féminisme a largement contribué à la réflexion permettant de faire apparaître en pleine lumière ces rapports « clandestins ». Car le travail (« gratuit ») des femmes dans le cadre ménager permet de réduire le salaire réel des travailleurs qui vendent leur force de travail. Encore une fois on ne peut pas dissocier l'espace social géré par le capital de son environnement (les autres espaces sociaux, situés en dehors de celui-ci). Encore une fois la rationalité du capitalisme perd son caractère absolu, pour devenir relative dans l'espace social plus vaste qui l'englobe et le dépasse. Cette rationalité peut même devenir, à cette échelle plus vaste, irrationnelle car à cette échelle la rationalité est indissociable de l'émancipation humaine, qui implique de transgresser l'aliénation marchande.

Le travail des femmes ne constitue pas l'exemple exclusif de ces formes opérant hors du champ réduit de la domination directe du capital. Dès lors que l'on sort du champ restreint du mode de production capitaliste (les deux départements du Livre II) on est confronté, dans les formations sociales du capitalisme réellement existant, à des formes de travail en apparence « indépendantes » (comme le travail des producteurs paysans), en réalité intégrés et soumis (mais alors indirectement) à l'exploitation du capital, comme on l'a déjà vu.

Le gonflement du département III d'absorption du surplus offre également des possibilités nouvelles d'expansion du champ d'opération des rapports capitalistes. Je renvoie ici à mon article sur la mesure du surplus (*Monthly Review*) et à mes commentaires concernant le caractère hétéroclite des activités regroupées dans ce département III. J'ai rappelé que cette transformation du capitalisme fait perdre sa centralité à la distinction travail productif/travail

improductif dans la mesure où les formes salariées de travaux improductifs deviennent source d'extraction de profits.

Le travail social chez Marx est toujours un travail qui opère sur la base de connaissances scientifiques et techniques (le mode de production est toujours « cognitif » ; Marx parle pour cette raison du *general intellect* indissociable de la productivité du travail social) et dans le cadre de conditions naturelles données. La question est alors de savoir si la disponibilité des ressources naturelles doit être considérée comme faisant part du mode capitaliste, ou bien comme se situant à sa frontière.

L'économie bourgeoise ne prend ici en considération que les ressources naturelles appropriées privativement et qui de ce fait ont un prix. Elle les traite comme des éléments constitutifs du coût, comme des facteurs de production propres. Soit. Mais elle ignore alors deux séries de problèmes sérieux : l'épuisement possible de certaines ressources, les effets globaux de leur utilisation. Deux séries de problèmes redécouverts par l'écologie contemporaine.

Le « prix social » payé par l'épuisement est-il « juste » parce que défini par l'offre des propriétaires des ressources épuisables ? Certainement pas, surtout quand on réintroduit dans la réalité du capitalisme mondialisé réellement existant les considérations nationales : l'inégalité qui se cristallise dans l'échange de ressources non renouvelables contre des marchandises renouvelables.

L'économie bourgeoise propose, pour le traitement des ressources non appropriées, « libres », la considération des « économies externes » que l'accès à leur usage implique. Outre les difficultés de mesure de celles-ci – toujours largement artificielles – on voit mal comment le capitalisme réellement existant pourrait soumettre son fonctionnement à leurs exigences.

Marx n'ignore pas le problème. Il s'exprime sur ce sujet en distinguant « richesse » et « valeur ». La valeur est le produit exclusif du travail social, socialement organisé sur la base des rapports capitalistes. Mais Marx ne dit pas que la richesse est le produit exclusif du travail social. Il dit que celle-là est le résultat combiné de celui-ci et de « la nature ». L'appropriation privée de certains moyens d'accéder à ce qu'elle offre, comme en particulier celle du sol, donne « droit » dans le capitalisme, à une part de la valeur produite. Marx traite de cette manière la question de la rente foncière. Je suis donc toujours surpris par les confusions entretenues sur la question par certains marxistes contemporains qui utilisent indistinctement « richesse » et « valeur ».

J'ai sur cette question, développé la thèse que le capitalisme est par nature incapable de prendre en considération cette exigence qui le transcende. Mais alors par quoi substituer les critères étroits de la rationalité capitaliste ? Sachant que la mise en œuvre de ces critères renforce le côté destructif grandissant de l'accumulation capitaliste et que de ce fait, la rationalité économique capitaliste est irrationalité sociale à l'échelle de l'humanité. Marx le sait, le dit, mais ne propose pas d'alternative positive. On connaît sa critique des « socialismes utopiques » et son refus de « faire bouillir les marmites de l'avenir ». Il laisse à la dialectique matérialiste le soin de régler ce problème d'avenir, à travers la conscience et la lutte sociale de classes. Je partage ce point de vue qui n'exclut pas mais inclut le besoin de donner à l'imaginaire de l'utopie critique le rôle qui lui revient dans la construction de l'alternative – le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette sortie de nos raisonnements du cadre restreint du mode capitaliste est-elle utile ? Ma réponse est positive parce que précisément par ce moyen on touche du doigt les limites de la rationalité du capitalisme, on fait apparaître le conflit qui l'oppose à la rationalité supérieure

indissociable de l'émancipation humaine. Au-delà donc par exemple de l'analyse politique concrète du contenu du fourre-tout que pourrait constituer le département III, il est nécessaire d'identifier ceux de ses éléments qui, rationnels du point de vue de la valorisation du capital, sont irrationnels du point de vue de l'émancipation.

Encore une fois l'avenir, au-delà du capitalisme, reste à construire. Mais il est utile, sur ce plan comme sur les autres, de laisser à l'imaginaire de l'utopie créatrice l'espace de respiration qui permet de proposer et d'agir dans la direction de la construction de l'alternative émancipatrice.

### **Le pouvoir social du capital**

Les caractères du capitalisme historique sont à l'origine d'une confusion entre le concept de capital et la réalité concrète dans laquelle il s'incarne – les biens de production. L'économie bourgeoise est responsable de cette confusion et en fait l'aveu, par sa prétention à découvrir la productivité spécifique attachée à l'usage des outils de production. Marx n'a jamais fait cette confusion ; son concept de capital est celui d'un rapport social de production qui permet l'extraction de la plus-value ; et le capital que le capitaliste doit réunir pour le permettre ne se réduit pas à la fraction de celui-ci destinée à acheter les outils de production (le capital constant) mais également celle qui avance les salaires (le capital variable).

Le pouvoir social est un concept dont le maniement exige beaucoup de précaution. Car le pouvoir social du capital s'exerce d'une manière spécifique et différente de celle par laquelle s'exerçait le pouvoir dans les sociétés antérieures. J'ai insisté sur ce point : avec le capitalisme nous assistons à un renversement de l'ordre de l'articulation des instances (économique et politique). Dans les sociétés antérieures à la modernité capitaliste l'instance politique est dominante, et l'instance économique lui est soumise. Dans le capitalisme l'instance économique devient pour la première fois dans l'histoire directement dominante. En langage commun : avant le capitalisme le pouvoir est source de richesse, dans le capitalisme la richesse devient source de pouvoir. Ce renversement est à l'origine de l'émergence de la science économique qui prétend découvrir les lois qui régissent la vie économique, indépendamment des vicissitudes de la vie politique, dissociant de la sorte l'économique du politique.

Mais à son tour les formes d'exercice du pouvoir du capital ont subi des transformations en parallèle avec la transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles, puis des monopoles généralisés. Le pouvoir social du capital s'exerce au XIX<sup>e</sup> siècle à travers les procédures concrètes des luttes sociales de l'époque. Ce pouvoir est d'abord celui des propriétaires d'entreprises qui embauchent les salariés. Il faut dire : le capital emploie les travailleurs (et les exploite) et non : les travailleurs utilisent des moyens de production. Il est ensuite le produit de la capacité de cette classe bourgeoise nouvelle de négocier le partage du pouvoir général (politique et économique) avec d'autres classes sociales –les aristocraties anciennes, les paysans, ou plus tardivement et partiellement la classe ouvrière. Le pouvoir des monopoles généralisés prend une dimension nouvelle et s'érige en nouveau pouvoir centralisé, exclusif et absolu. Cette transformation est accompagnée par celle du système de détermination des prix et des revenus qui s'écarte de la référence aux valeurs et à la plus-value. Les conditions sont alors réunies pour que la réalité immédiate –la structure des prix et des revenus- produite par l'ajustement de la société aux stratégies des monopoles, occupe seule la scène. On a donc l'illusion que le capital n'est plus que l'expression d'un pouvoir pur, celui du capital. Nous sommes ainsi parvenus au degré extrême de l'aliénation marchande, dont la financiarisation accentue encore la violence de l'expression.

### **La mondialisation de la valeur**

La transformation des valeurs en valeurs mondialisées constitue à mon avis une dimension majeure de l'économie politique des temps modernes. A chaque étape de déploiement du capitalisme historique ont correspondu des formes particulières de cette transformation, dont l'analyse a été centrale dans beaucoup de mes travaux majeurs. C'est pourquoi je me contenterai de renvoyer ici le lecteur à mon ouvrage récent *La loi de la valeur mondialisée* et au chapitre consacré à l'économie internationale dans *Le développement inégal*.

Marx s'était donné l'objectif d'écrire un chapitre du *Capital* consacré au commerce international, qui n'a pas vu le jour. La critique que j'ai adressée aux théories économiques des mouvements de la balance des paiements extérieurs m'avait amené à transférer le débat au domaine du matérialisme historique, pour conclure (dès 1957) que les périphéries étaient soumises à un « ajustement structurel unilatéral et permanent » qui en a façonné les structures en conformité avec les exigences de l'accumulation dans les centres dominants.

Pour ce qui concerne cette étude synthétique je dirai seulement qu'à l'époque de Marx la page du premier système mondial – celui du mercantilisme – est tournée, alors que celle de la formation du nouveau système impérialiste n'est pas encore écrite. La Chine, l'Empire ottoman, l'Afrique subsaharienne demeurent encore largement extérieurs au nouveau capitalisme mondialisé naissant. L'héritage colonial britannique majeur – l'Inde – y occupe néanmoins une place décisive ; et j'ai écrit à cet endroit (en accord avec les thèses de Wallerstein) que c'est cette domination et non sa prétendue avance industrielle qui donne à la Grande Bretagne sa position hégémonique au XIXe siècle.

Les luttes et les alliances de classes, la concurrence des capitaux et les conflits des Puissances – des réalités qui appartiennent toutes au domaine du matérialisme historique, et ne peuvent de ce fait être réduites à des lois économiques comme l'économie conventionnelle le suggère – produisent donc un système qui se déplace de déséquilibre en déséquilibre sans jamais tendre à la réalisation d'un équilibre définissable à l'avance en termes économiques. Le capitalisme est par nature un système instable. Le désordre qui le caractérise est donc une réalité qu'aucune réduction économiste ne permet d'évacuer. Mais bien entendu la régulation nationale n'est pas tout. Elle est contrainte de s'inscrire dans la mondialisation de l'époque, elle-même modulée par le conflit des Puissances. Encore une fois celui-ci n'est pas réductible à une quelconque compétitivité économique qu'on pourrait dissocier des effets de luttes sociales internes et des conflits politiques et militaires internationaux.

Tout ce système du XIXe siècle était donc lui-même en mouvement et le sens de ce mouvement est visible : il conduisait à la concentration/centralisation du capital. Le capitalisme des monopoles qui va naître de ce mouvement remet alors en question le jeu de l'ensemble des forces qui déterminaient les écarts entre le système des valeurs et celui des prix et des revenus tant aux échelles nationales qu'à celle du capitalisme mondialisé.

### **Au-delà du capitalisme, retour sur le concept de la valeur sociale**

J'ai voulu, dans cette présentation de synthèse, reprendre les conclusions auxquelles j'étais parvenu dans mes travaux antérieurs concernant l'analyse des raisons, du sens et de la portée des écarts entre le système des valeurs et celui des prix et des revenus tel qu'il était dans le capitalisme concurrentiel du XIXe siècle et tel qu'il est devenu à l'époque contemporaine du capitalisme des monopoles généralisés. Cette évolution est celle d'un système qui s'est élevé de formes concrètes de manifestations du pouvoir social du capital à la forme abstraite ultime à travers laquelle il s'exprime désormais.

L'objet de ce travail était simplement d'analyser la réalité du capitalisme contemporain des monopoles généralisés. Et, par là même, de démontrer que ce système n'est pas viable et que son implosion, en cours, est inévitable. Dans ce sens le capitalisme contemporain mérite le qualificatif de sénile que je lui ai attribué : l'automne du capitalisme. Je n'ai pas voulu aller plus loin et proposer des stratégies politiques d'action permettant la construction d'une alternative positive. Relever ce défi aurait exigé l'examen de questions fondamentales qui ne sont pas abordées, en particulier celle des sujets sociaux actifs. Ailleurs j'avais esquissé les grandes lignes des défis, qui, selon moi, ne pourront être relevés qu'à la condition que se reconstituent des gauches radicales audacieuses. Alors et alors seulement l'automne du capitalisme et le printemps des peuples pourront coïncider. Ce n'est pas (encore ?) le cas. Ce que je constate seulement c'est l'implosion attendue du système. Celle-ci s'accompagne alors par les révoltes de peuples du Sud, la montée des conflits entre les pays émergents et les centres de la triade impérialiste historique, l'implosion du système européen et la montée de luttes nouvelles dans les centres eux-mêmes. Tout cela augure de la possibilité d'une renaissance de gauches radicales à la hauteur des défis.

Les développements qui ont précédé nous aident à répondre à la question posée: les progrès de la productivité du travail social accompli dans le cadre du déploiement capitaliste ont-ils produit un « progrès social », dans un sens large, mais toujours à préciser ?

Le déploiement du capitalisme est commandé par la loi capitaliste de la valeur transformée qui régit non seulement la reproduction élargie mais en définitive tous les aspects de la vie sociale qu'elle soumet aux exigences prioritaires de la valorisation du capital. Il n'y a pas « d'économie de marché », pour parler le langage de la vulgate à la mode, qui ne produise une « société de marché ». La rationalité de la décision économique mise en avant par les économistes bourgeois est une rationalité relative, qui est irrationalité quand on s'élève du plan de la gestion économique à celui de la vie sociale considérée dans toute son ampleur.

Le progrès des forces productives associé au déploiement de cette logique n'est pas synonyme de progrès tout court. Car il a, a toujours eu, à la fois des effets constructifs et des effets destructifs. Cette contradiction, immanente à la dialectique matérialiste du déploiement capitaliste, s'aggrave au fur et à mesure que l'histoire avance dans le cadre de ce système. Elle est parvenue à un point tel qu'on peut dire que désormais les dimensions destructives du capitalisme l'emportent largement sur ses apports positifs. L'écologie contemporaine place l'accent, avec raison, sur ce basculement. J'ai pour ma part placé l'accent sur une autre dimension de la contradiction : l'écart grandissant entre les conditions matérielles faites aux majorités des centres et à celles des périphéries du système capitaliste mondial, qui est la forme principale de la paupérisation que Marx associait – à juste titre – au déploiement de la contradiction capital/travail.

L'outil méthodologique fondamental que représente la dialectique matérialiste avait déjà permis à Marx de donner tout son sens à l'ambivalence du progrès accompli par et dans le capitalisme. Marx dit de ce mode de production qu'il détruit avec une force grandissante, au fur et à mesure de son déploiement, les bases sur lesquelles repose la société : « l'homme » (le travailleur aliéné et exploité) et « la nature ». Marx en tirait la conclusion que le système capitaliste ne peut constituer qu'une étape dans l'histoire. L'idée qu'il pourrait être « la fin de l'histoire » comme on le dit aujourd'hui, ou, avec plus d'élégance, que c'est un système capable de s'adapter indéfiniment aux exigences du changement, n'est guère qu'une billevesée. Le capitalisme s'est adapté, et peut encore s'adapter, à beaucoup d'exigences, mais jamais à celles qui sont essentielles pour surmonter sa contradiction fondamentale. Mais Marx n'en tirait pas la conclusion que le socialisme, défini comme une étape supérieure de déploiement de la

civilisation humaine, fondée sur l'émancipation, était « inéluctable ». La méthode de la dialectique matérialiste le lui interdisait. Marx avait une vision ouverte – fut-elle optimiste – de l'avenir. Il n'excluait pas « l'autodestruction » à laquelle il a d'ailleurs fait référence explicite. Sans doute la vulgate soviétique qui a tenu lieu de « marxisme » avait-elle déclaré le socialisme « inéluctable ». Ce faisant elle substituait à la dialectique matérialiste mise en œuvre dans le matérialisme historique de Marx une interprétation mécaniciste de prétendues « lois » constitutives d'une théorie achevée et fermée de l'histoire.

La question de l'avenir reste donc ouverte. Mais il faut le préparer, contribuer à ce que l'évolution aille dans la direction du dépassement du capitalisme par la construction de l'alternative socialiste, réduire les risques de dérive autodestructrice. Comment préparer cet avenir meilleur fondé sur la raison et l'émancipation humaine (elles-mêmes indissociables) ? Marx avait placé la lutte des classes conduite par la classe ouvrière (le prolétariat) au centre de sa réponse à la question. Il a dit explicitement que le socialisme à venir sera le produit de cette lutte, et refusé d'en définir trop précisément les contenus « à l'avance ». La méthode qui a guidé cette option stratégique d'action (« il ne s'agit pas seulement de comprendre ce monde, mais de le changer ») demeure, à mon avis, valable, à condition de substituer au concept restreint de « classe ouvrière » (sous-entendu des pays avancés dans l'industrialisation – les centres du système) celui plus large de l'ensemble des classes populaires et des peuples dominés et exploités, de manière à tenir compte de la réalité majeure que constitue la polarisation associée à l'expansion mondialisée du capitalisme réellement existant.

Le socialisme, étape ou série d'étapes sur la longue route au communisme conçu comme une phase supérieure de la civilisation humaine, devra certainement développer des stratégies réduisant progressivement, pour finalement abolir, le règne de la loi capitaliste de la valeur transformée. Mais quid de la valeur sociale et de la productivité du travail social ?

Le concept de la valeur sociale éclaire notre lanterne et nous invite à concevoir ce que sont les exigences de la construction du socialisme à venir, d'une gestion économique fondée sur l'utilité sociale des biens et services que la société dans sa totalité (et non les capitalistes) décide de produire. Elle ne nous fournit pas une recette prête à appliquer, mais seulement un principe : celui de la fusion entre la gestion de l'économie et celle de la politique et de leur soumission commune à la pratique de la démocratie égalitaire de tous les individus, à la fois citoyens, producteurs et consommateurs, des jeunes en formation aux anciens à la retraite. La conscience de cette nécessité est visible : le « malaise dans la civilisation » (pour reprendre la phrase de Freud, en lui donnant un autre sens), est déjà ressenti avec force par tous les peuples du monde contemporain.

Les propositions de stratégie d'action que j'ai avancées à cet effet (je renvoie ici à mon étude « *De l'audace* ») se situent dans cette perspective de contribution à la renaissance de la gauche radicale, c'est-à-dire radicale dans sa critique du capitalisme, comme Marx en avait amorcé, mais nullement achevé, la formulation.

## **ANNEXE UNE**

### **LE SURPLUS DANS LE CAPITALISME DES MONOPOLES**

#### **LA RENTE IMPERIALISTE**

Paul Baran et Paul Sweezy ont osé et su poursuivre l'œuvre amorcée par Marx. Partis de l'observation que la tendance inhérente au capitalisme était de ne permettre d'augmentations de la valeur de la force de travail (les salaires) qu'inférieures à la croissance de la productivité du travail social, ils en ont déduit que le déséquilibre produit par cette distorsion se solderait

par la stagnation sans le déploiement systématique de moyens d'absorption de cet excédent tendanciel des profits.

Cette observation est à l'origine de la définition qu'ils ont donnée au concept nouveau de « surplus ». Baran prolonge alors l'analyse de la dynamique de l'accumulation du capital conduite par Marx dans le livre II du *Capital* dans le cadre d'un système réduit aux deux départements de la production de moyens de production et de la production de biens de consommation par l'introduction d'un département III d'absorption du surplus.

J'ai toujours considéré cette audace comme une contribution décisive à la mise en œuvre créatrice de la pensée de Marx. Baran et Sweezy ont osé et su « partir de Marx » et refusé de s'arrêter à l'exégèse de ses écrits comme tant d'autres marxistes.

Ayant pour ma part adopté d'emblée cet apport décisif de Baran et Sweezy je voudrais dans cette modeste contribution au numéro spécial de *Monthly Review* consacré à leur mémoire proposer une « mesure quantitative de ce surplus ».

### La mesure du surplus

Le surplus en question est donc le produit d'une croissance de la productivité du travail social supérieure à celle du prix payé à la force de travail.

Imaginons par exemple que le taux de croissance de la productivité du travail social soit de l'ordre de 4,5% par an, assurant un doublement du produit net sur une période d'une quinzaine d'années, correspondant à la durée moyenne de vie des équipements. Pour simplifier le raisonnement on admettra que les compositions organiques et les rythmes de croissance de la productivité du travail pour chacun des départements I et II demeurent stables. L'introduction d'hypothèses différentes imposerait le recours à une écriture algébrique du modèle, facile à composer mais peut être difficile à la lecture pour les « non mathématiciens ». La prise en considération de cette complication ne modifierait en rien les conclusions illustrées par le modèle, dès lors que la croissance du salaire réel est inférieure à celle du produit net.

Imaginons donc que la croissance des salaires réels soit, en longue durée, de l'ordre de 3,5% par an, assurant donc son augmentation à concurrence de 70% par période de 15 ans.

On aboutit à des évolutions des grandeurs clés du modèle conformément au schéma qui suit (chiffres arrondis)

	Revenu Net	Salaires	Profits	Surplus
Année 1	100	50	50	0
Année 15	200	70	70	60
Année 30	400	100	100	200
Année 45	800	140	140	520

Au terme d'un demi siècle d'évolution continue et régulière du système le surplus (qui définit le volume du département III par rapport au revenu net, lui-même somme des salaires, profits réinvestis et surplus) absorbe les deux tiers du produit net (mesuré en gros par le PIB).

C'est à peu près ce qui s'est passé effectivement au cours du XXe siècle pour les centres « développés » du capitalisme mondial (la triade Etats Unis, Europe, Japon).

Keynes avait bien observé que le capitalisme mûr était frappé par une tendance latente à la stagnation opiniâtre. Mais il ne l'avait pas expliqué, ce qui aurait exigé de lui la prise en considération sérieuse de la substitution du capitalisme des monopoles au modèle « classique » de la concurrence. Son explication reste donc tautologique : la stagnation est le produit de la chute – inexpliquée – de l'efficacité marginale du capital (en dessous de la préférence pour la liquidité). Baran et Sweezy ont eux, par contre, parfaitement expliqué à la fois la tendance à la stagnation et les moyens mis en œuvre pour la surmonter. Ils ont déchiffré les mystères du capitalisme contemporain.

Au départ, c'est-à-dire jusqu'à la guerre de 1914, le surplus se réduisait pratiquement aux dépenses de l'Etat financées par l'impôt, de l'ordre de 10 à 15% au maximum du PIB. Il s'agissait des dépenses de souveraineté (Etat, police, armée), de dépenses associées à la gestion publique de certains services sociaux (éducation et santé) et de mise en place de certaines infrastructures (ponts et chaussées, ports, voies ferrées).

*L'analyse des composantes qui correspond au concept de surplus fait apparaître la diversité des statuts qui commandent leur gestion.*

Aux départements I et II de Marx correspondent – approximativement – les secteurs définis dans les comptabilités nationales respectivement comme « primaire » (production agricole et exploitation minière), « secondaire » (industries de transformations) et une fraction des activités dites « tertiaires » qu'il n'est pas toujours facile à repérer dans les statistiques (qui n'ont pas été conçues à cet effet), même si la définition de leur statut ne prête pas à confusion. Doivent être retenus comme participant – indirectement – à la production des départements I et II : les transports de matériels, de matières premières et de productions finales, le commerce de ces produits, les coûts de la gestion des institutions financières à leur service. Ne sont pas à retenir au titre d'éléments constitutifs de la production directe et indirecte des départements I et II, et doivent donc être considérés comme des éléments du surplus : les dépenses publiques, les transferts sociaux (éducation, santé, sécurité sociale, pensions et retraites), les services correspondants aux coûts de vente (publicité), les services aux particuliers couverts par la dépense du revenu (logement inclus).

Le caractère privé ou public de la gestion des « services » en question, agglomérés ensemble dans la comptabilité nationale au titre des « activités tertiaires » (avec la distinction possible parmi celles-ci d'un nouveau secteur qualifié de « quaternaire ») ne définit pas par lui-même l'appartenance au département III (« le surplus »).

Toujours est-il qu'aujourd'hui le volume du « tertiaire » constitue déjà à lui seul largement plus que celui des activités primaires et secondaires, dans les pays du centre développé (mais aussi dans beaucoup de ceux des périphéries, mais cette question – différente – n'est pas la nôtre ici). Par ailleurs la somme des impôts et des cotisations obligatoires atteint à elle seule – ou dépasse – 40% du PIB de ces pays. Le discours tenu par certaines droites idéologiques fondamentalistes appelant à la « réduction » de ces ponctions est purement démagogique : le capitalisme ne peut plus fonctionner autrement. En fait toute réduction éventuelle des impôts payés par les « riches » doit être nécessairement compensée par une imposition plus lourde des « pauvres » !

On peut donc estimer sans crainte d'erreur majeure que le « surplus » (le département III) constitue la moitié du PIB, ou en d'autres termes qu'il est passé de 10% de celui-ci au XIXe

siècle à 50% dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Et si donc – au temps de Marx – une analyse de l'accumulation réduite à la considération des départements I et II faisait sens, ce n'est plus le cas. L'enrichissement apporté à la pensée marxiste par Baran, Sweezy et Magdoff par leur prise en considération du département III (et le concept du « surplus » qui lui est associé, défini comme nous l'avons rappelé) est, de ce fait, décisif. Je déplore que la majorité des analystes du marxisme contemporain en soient encore à en douter !

Encore une fois « tout », dans ce surplus, n'est pas à « condamner » comme parasitaire et inutile. Loin de là. Au contraire la croissance d'une bonne fraction des dépenses associées à ce département III mérite d'être soutenue et, dans un stade plus avancé de déploiement de la civilisation humaine, serait appelée à prendre encore davantage d'importance, comme l'éducation, la santé, la sécurité sociale et la couverture des retraites, ou même d'autres « services » associés au déploiement de formes de la socialisation par la démocratie se substituant à la socialisation par le marché (transports publics, logement et autres). Par contre certains éléments constitutifs du département III – comme les « coûts de vente » en croissance fabuleuse au cours du XX<sup>e</sup> siècle, repérés comme tels fort tôt par quelques économistes peu ou mal considérés par la profession (comme Joan Robinson) – sont d'évidence de nature parasitaire. On peut également traiter de la même manière certaines dépenses publiques (armement) ou privées (polices privées, armées de juristes etc.).

Une fraction du département III est certes (devrait on dire « était » ?) constitué d'avantages qui bénéficient aux travailleurs et complètent leur salaire direct (sécurité sociale, pensions). Néanmoins ces avantages, conquis de haute lutte par les salariés des classes populaires, ont été remis en question au cours des trois dernières décennies, les uns sérieusement écornés, les autres transférés d'une gestion publique assise sur le principe de la solidarité sociale à des gestions privées fondées sur de prétendus « droits individuels » librement « négociés ». Ce mode de gestion, dominant aux Etats Unis, en progression en Europe, ouvre des espaces supplémentaires à des placements du surplus, à leur tour fort bien rémunérés !

Mais il reste que dans le capitalisme la totalité de ces emplois du PIB – « utiles » ou non – remplissent la même fonction : celle de permettre la poursuite de l'accumulation en dépit de la croissance insuffisante des revenus du travail. De surcroît la bataille permanente livrée sur le terrain du choix de la gestion – par la substitution de la gestion privée à la gestion publique de nombreux éléments constitutifs du département III ouvre au capital des opportunités supplémentaires de « faire du profit » (et d'augmenter par là même le volume du surplus !). La médecine privée fait dire que « si le malade doit être soigné, il doit aussi et surtout rapporter de l'argent (à la clinique privée, aux laboratoires, à l'industrie pharmaceutique et aux assurances) ! ».

L'analyse que je fais du département III d'absorption du surplus, s'inscrit dans l'esprit des travaux de pionniers de Baran et Sweezy. La conclusion qui s'impose est alors qu'une proportion importante des activités gérées dans ce cadre sont effectivement parasites et gonflent le PIB, lui faisant perdre une bonne partie de sa signification comme indicateur du degré réel de « richesse » de la société.

En contrepoint la mode est aujourd'hui de considérer la croissance accélérée de ce département comme l'indicateur de la transformation du capitalisme, passant de « l'âge industriel » à celui de « l'économie cognitive ». La poursuite sans fin de la valorisation du capital retrouverait alors sa légitimité. L'expression de « capitalisme cognitif » est elle-même un oxymore. L'économie de demain, celle du socialisme, sera bien « cognitive » ; le capitalisme ne peut l'être. Imaginer que le développement des forces productives, par lui-

même, met en place – dans le capitalisme – l'économie de demain, comme l'inspirent des écrits de Negri et de ses élèves, n'est correct qu'en apparence. Car la valorisation du capital, fondée nécessairement sur la soumission du travail, annihile la portée transformatrice progressiste de ce développement. Cette annihilation est au cœur de la définition du département III, conçu pour absorber le surplus indissociable du capitalisme des monopoles.

Gardons nous donc de confondre la réalité d'aujourd'hui (le capitalisme) et l'imaginaire concernant l'avenir (le socialisme). Le socialisme n'est pas une forme plus efficace du capitalisme, proposant encore davantage mais toujours du même, de surcroît plus équitable dans la répartition des revenus. Le paradigme qui le commande –la socialisation de la gestion de la production directe de valeurs d'usage- implique alors précisément un développement puissant de certaines dépenses qui aujourd'hui, dans le capitalisme, participent de la fonction principale d'absorption du surplus.

### **L'ordre de grandeur de la rente impérialiste**

Dans son déploiement mondialisé le capitalisme est indissociable de l'exploitation impérialiste de ses périphéries dominées par ses centres dominants. Dans le capitalisme des monopoles cette exploitation prend la forme d'une rente de monopole qui est elle-même largement une rente impérialiste (en termes vulgaires les superprofits des transnationales).

Dans les propositions que j'ai développées pour formuler les termes d'une loi de la valeur mondialisée (voir *The worldwide law of value*), j'ai donné toute son importance à cette rente. Je voudrais donner ici une idée de l'importance quantitative de celle-ci dans le capitalisme des monopoles généralisés et en articuler les effets sur ceux associés à l'absorption du surplus.

L'ordre de grandeur de la fraction calculable de la rente impérialiste, produite par le différentiel des prix de la force de travail (à productivité égale), est d'évidence considérable. Je ferai ici, pour tenter d'en donner un ordre de grandeur, l'hypothèse que le PIB mondial est partagé à concurrence des deux tiers pour les centres (20% de la population de la planète) et d'un tiers pour les périphéries (80% de la population). Je fais l'hypothèse d'un taux de croissance du PIB de 4,5% l'an pour les centres et les périphéries et d'une croissance des salaires au taux de 3,5% pour les centres et zéro pour les périphéries (revenus du travail stagnants). Au terme de quinze années de développement de ce système on parviendrait aux résultats résumés dans le tableau qui suit :

	Centres	Périphéries	Monde
ANNEE 1			
PIB	66	33	100
Salaires	33	17	50
Profits	33	16	50
ANNEE 15			
PIB	132	68	200
Salaires	56	17	73

Profits	56	17	73
Département III	20	-	20
Rente impérialiste	-	34	34

Bien entendu le volume de cette rente impérialiste, qui apparaît de l'ordre de la moitié du PIB apparent des périphéries, soit 17% du PIB mondial ou encore 25% de celui des centres est partiellement masqué par les taux de change. Il s'agit là d'une réalité bien connue qui rend les comparaisons internationales incertaines (PIB mesuré aux « taux de change du marché », ou aux taux de change assurant l'équivalence des « pouvoirs d'achat » ?). Par ailleurs la rente n'est pas intégralement « transférée » au bénéfice des centres. La rétention d'une fraction de celle-ci par les classes dominantes locales est la condition même pour que celles-ci acceptent de « jouer le jeu de la mondialisation ». Mais il reste que les bénéfices matériels tirés de cette rente, au profit non seulement du capital dominant à l'échelle globale, mais également à celui des sociétés opulentes des centres sont plus que considérables.

Aux avantages calculables associés au différentiel des prix de la force de travail s'ajoutent ceux qui ne le sont pas, mais n'en sont pas moins décisifs, fondés sur l'exclusivité de l'accès aux ressources de la planète, aux monopoles technologiques et au contrôle du système financier mondialisé.

Bien entendu la fraction de la rente impérialiste transférée des périphéries vers les centres accentue à son tour le déséquilibre global signalé par Baran et constitue un motif supplémentaire de gonflement du surplus qui doit être absorbé. Le contraste que l'on constate dans la phase actuelle de crise entre la croissance molle des centres (Etats Unis, Europe, Japon) et celle, vigoureuse, des pays émergents de la périphérie n'est déchiffrable que dans une analyse qui parvient à associer celle des moyens d'absorption du surplus et celle de la ponction de la rente impérialiste.

## ANNEXE DEUX

### TRAVAIL ABSTRAIT ET HIERARCHIE DES SALAIRES

Le concept de travail abstrait, formulé par Marx, définit le dénominateur commun qui permet d'additionner des formes différentes de travail simple (non qualifié) et de travaux complexes (qualifiés). Il s'agit d'un concept central dans la théorie de la valeur.

#### Travail simple, travail complexe, travail abstrait

L'unité de travail abstrait (une heure, un an de travail social abstrait) est une unité composite associant dans des proportions données des unités de travail simple (sans qualification) et complexes (qualifiées).

Le concept de travail abstrait est central dans l'élaboration de la loi de la valeur chez Marx, c'est-à-dire dans la détermination de la valeur d'une marchandise par la quantité de travail que sa production a exigé et dans la répartition de cette valeur entre les salaires et les plus-values. Les concepts de travail simple (non qualifié) et de travail complexe (qui exige une formation) sont faciles à appréhender. Mais celui du travail abstrait ne s'impose pas au regard immédiat. Or les productions d'une société ne sont pas celles de travailleurs isolés les uns des autres, mais d'un collectif en l'abstraction duquel ni le travail le moins qualifié ni celui qui est le plus qualifié n'ont de sens : ils contribuent ensemble à assurer la production.

Nous situons les réflexions qui suivent dans le cadre d'un système capitaliste complet et fermé, qui présente les trois caractéristiques suivantes : (i) La seule forme de travail productif de marchandises est celle fournie par des salariés qui vendent leur force de travail au capital ; (ii) Le système assure par lui-même la totalité de la production de biens de consommation et de biens de productions dans les proportions adéquates pour assurer sa reproduction, simple ou élargie ; (iii) Le système n'entretient pas d'échanges avec l'extérieur.

Choisissons un échantillon de cent travailleurs dans cette société, homothétique dans sa répartition entre ces différentes catégories de travailleurs (de qualifications diverses) de ce qu'elle est dans la société concernée (dont la population active est par exemple de 30 millions d'individus).

Dans notre analyse simplifiée qui suivra nous ne retenons que deux catégories de travail : (i) Le travail simple concerne 60% de l'échantillon (60 travailleurs) ; (ii) Le travail complexe concerne 40% de l'échantillon (40 travailleurs).

Nous supposons que tous les travailleurs de l'échantillon fournissent la même dose annuelle de travail horaire, soit par exemple 8 heures par jour, 220 jours par an. Chacun d'eux fournit donc chaque année une année/travail horaire, ou encre 1 760 heures/travail horaire. Nous conservons pour la suite le calcul en années/travail. Chaque année un travailleur simple (non qualifié) apporte donc une contribution d'un an/travail simple au travail social collectif ; tandis qu'un travailleur qualifié fournit une contribution équivalente à un an/travail complexe. Nous faisons abstraction du coût de formation des travailleurs simples parce que celui-ci est celui qui est assuré à tous les citoyens. Par contre nous prenons en considération le coût de la formation supplémentaire des travailleurs qualifiés. Celle-ci s'étendra par exemple sur dix années et coûtera chaque année, pour chacun des travailleurs concernés, l'équivalent de deux années de travail social, destiné à la couverture des coûts des enseignants, des équipements utilisés et de l'entretien de l'élève.

Tandis que le travailleur non qualifié travaillera 30 ans, le qualifié ne travaillera que 20 ans, ayant consacré ses dix premières années à sa formation. Les coûts de cette formation (au total 20 ans/travail social) seront récupérés sur les 20 années de son travail par la valorisation du travail complexe. Autrement dit l'unité de travail complexe (heure ou an) vaut deux unités de travail simple.

L'unité composite de travail abstrait est donc constituée à raison de 60% par l'équivalent d'une unité de travail simple et de 40% par celui d'une unité de travail complexe (qui vaut deux unités de travail simple). *Autrement dit l'unité de travail abstrait fournie par le collectif vaut 1,4 unités de travail simple.*

J'attire l'attention sur les remarques suivantes :

(i) La valeur d'une marchandise doit être mesurée par la quantité de travail abstrait qu'elle a nécessité pour sa production car aucun des travailleurs n'opère seul, isolément ; il n'est rien en dehors de l'équipe à laquelle il appartient. La production est collective et la productivité du travail est celle du travail social collectif, non celle des individus qui composent l'équipe considérés séparément les uns des autres.

(ii) J'ai proposé une hypothèse extrême en ce qui concerne le coût moyen de formation des travailleurs qualifiés. Dans le monde réel cette formation n'exige que quelques semaines d'apprentissage pour certains, un ou deux ans pour d'autres, et ne dépasse ce temps que pour

peu d'entre eux, les plus hautement qualifiés. Un calcul qui aurait retenu une dizaine de catégories, correctement réparties par leur nombre relatif, les temps et coûts de leur formation, la durée de leur travail répartie sur leur vie entière aurait certainement, de ce fait, donné une valeur à l'heure de travail abstrait inférieure à 1,40 heure de travail simple. Le travail abstrait n'est pas un « multiple » du travail simple ; il le dépasse d'une fraction seulement.

(iii) J'ai comptabilisé les coûts de formation et leur restitution sans mentionner une quelconque « dépréciation du futur », sans donc donner un « prix » au temps pour tenir compte du fait que le temps de la formation est antérieur à celui de leur récupération par la valorisation du travail qualifié, car la génération en formation, celle au travail et celle à la retraite constituent ensemble la société du moment.

(iv) J'ai développé un raisonnement fondé sur la première approximation. Les coûts de formation doivent être mesurés en années de travail abstrait (travail collectif social) et non en années de travail simple. On pourrait développer une seconde approximation corrective. Ou mieux formuler un modèle mathématique qui fait intervenir la conversion du travail abstrait en travail simple dans la formulation de l'interdépendance des grandeurs. Les résultats ne seraient pas qualitativement très différents de ceux qu'une première approximation permet.

(v) Je n'ai pas fait intervenir dans le raisonnement la hiérarchie des salaires réels reçus par chacune des catégories de travailleur, mais seulement le coût de leur formation, qui est le seul « prix » que la société ait à payer pour disposer de la force de travail convenable à sa production.

### **Production de plus-value, consommation de plus-value**

La valeur de la production annuelle de l'équipe et la mesure de l'extraction d'une plus-value à cette occasion doivent être calculés en quantités de travail abstrait.

Dans l'hypothèse 1, et pour notre équipe de 100 travailleurs, nous imaginons que le salaire réel octroyé à chaque travailleur qualifié est le double de celui du travailleur simple, ce rapport étant celui de la valeur de l'heure de travail complexe à celle de l'heure de travail simple.

Nous avons le tableau suivant :

	Contributions à la formation de la valeur (années travail)		Contributions à l'extraction de la plus-value (années travail)	
	Travail horaire	Travail abstrait	Salaires	Plus-value
Travailleurs simples 60	60	60	30	30
Travailleurs complexes 40	40	80	40	40
TOTAL 100	100	140	70	70

On vérifie bien que le salaire du travailleur qualifié est le double de celui du non qualifié, comme la contribution du premier à la formation de la valeur du produit est bien le double de celle du second. Les uns et les autres contribuent également à l'extraction de la plus-value dans la même proportion. Le taux de la plus-value est ici de 100%. Pour une heure de travail horaire fourni par un travailleur simple celui-ci reçoit un salaire qui lui permet d'acheter des produits de consommation d'une valeur égale à une demi-heure de travail abstrait. L'heure de travail fourni par un travailleur qualifié vaut le double et est payée par un salaire également double qui permet d'acheter des produits de consommation d'une valeur égale à une heure de travail abstrait.

Introduisons maintenant une échelle de salaires différente de celle qui impliquerait l'égalité entre le salaire et la contribution à la formation de la valeur. Dans cette hypothèse 2 le salaire retenu pour le travailleur qualifié est 4 fois celui du travailleur simple (au lieu du double). On a alors :

	Contributions à la formation de la valeur (années travail)		Contributions à l'extraction de la plus value (années travail)	
	Travail horaire	Travail abstrait	Salaires	Plus-value
Travailleurs simples 60	60	60	30	30
Travailleurs complexes 40	40	80	80	0
TOTAL 100	100	140	110	30

On constate alors dans cette hypothèse que seuls les travailleurs non qualifiés contribuent à la formation de la plus-value ; les travailleurs qualifiés « mangent » la plus-value qu'ils contribuent à former.

Il est bien évident alors que si l'échelle des salaires pour les différentes catégories de travailleurs qualifiés se déploie sur un éventail large, allant disons de 1,5 fois à 2 fois le minimum vital (salaire du non qualifié) pour beaucoup, 3 ou 4 fois pour certains et un multiple beaucoup plus fort pour une petite minorité, dits « extra-qualifiés », on constaterait que si la plupart des travailleurs contribuent à la formation de la plus-value, bien que dans des proportions différentes (et dans ce sens l'expression de « sur exploités » pour la majorité – deux tiers des salariés – prend tout son sens), il existe une catégorie de prétendus « sur qualifiés » (ils le sont peut être parfois réellement) qui consomment davantage de plus-value qu'ils ne contribuent à former.

### Quelques réflexions conclusives

La critique que Marx adressait à l'économie politique bourgeoise classique (Smith, Ricardo) concluait par le transfert nécessaire du centre de gravité de l'analyse « du marché » (les vagues à la surface visible de la mer) aux profondeurs de celle de la production où se détermine la valeur et l'extraction de la plus-value. Sans ce transfert de l'analyse du superficiel à l'essentiel, de l'apparent au caché, aucune critique radicale du capitalisme n'est possible.

1. Dans l'analyse de Marx il n'existe qu'une seule « productivité », celle du travail social défini par « les quantités » de travail abstrait contenues dans le bien marchand produit par un collectif de travailleurs.

Il y a amélioration de la productivité du travail social lorsque pour produire une unité d'une valeur d'usage définie la société peut consacrer à cette fin une quantité moindre de travail abstrait total (direct et indirect). Cette amélioration est le produit d'un progrès dans les technologies mises en œuvre sur la base des connaissances scientifiques de la société. On peut comparer les productivités du travail social dans deux unités de production de la même valeur d'usage ; par contre la comparaison des productivités du travail social dans deux branches de production de valeurs d'usage différentes n'a pas de sens. La comparaison de la productivité générale du travail social à deux âges successifs du développement capitaliste (ou plus largement de celui de l'histoire), comme la comparaison entre les productivités de deux systèmes (deux pays par exemple), procèdent alors d'un raisonnement par analogie. La mesure de cette productivité générale est obtenue en calculant la moyenne pondérée des progrès de la productivité dans les différentes branches de productions de valeurs d'usage analogues. Ce calcul est approximatif, le nombre des valeurs d'usage qu'il faudrait prendre en considération étant toujours bien plus élevé que celui retenu, et la pondération étant elle-même partiellement dépendante de l'évolution des productivités dans chacune des branches considérées.

La loi de la valeur formulée par Marx, fondée sur le concept de travail abstrait, exprime la rationalité de l'utilité sociale (c'est-à-dire pour la société) d'une valeur d'usage définie. Cette rationalité transcende celle qui régit la reproduction d'un mode de production particulier (le mode capitaliste en l'occurrence). La rationalité dans le capitalisme est celle qui commande l'accumulation du capital, elle-même fondée sur l'extraction de plus-value. Le système des prix encadre la mise en œuvre de cette rationalité. La décision économique prise dans ce cadre de prix et de revenus donnés (eux-mêmes définis par le partage de la valeur –qualifiée de valeur ajoutée- entre salaires et profits) sera différente de celle qui pourrait être prise sur la base de la loi de la valeur, qui définit dans le socialisme à venir le mode de gestion sociale de la décision économique.

La théorie économique bourgeoise tente de prouver que le mode de décision prise dans le cadre du système des prix et des revenus produit une affectation rationnelle des ressources – travail et capital- elle-même synonyme de choix de production optimaux. Mais elle n'y parvient que par une cascade de raisonnements tautologiques. Pour ce faire elle découpe artificiellement la productivité en « composants » attribués à chacun des « facteurs de production ». Bien que ce découpage soit sans valeur scientifique et ne repose que sur un raisonnement tautologique, il est « utile » parce qu'il est le seul moyen de légitimer le profit du capital. La méthode mise en œuvre par cette économie bourgeoise pour déterminer le « salaire » par la productivité marginale du « dernier salarié embauché » procède de la même tautologie et brise l'unité du collectif, seul créateur de valeur. D'ailleurs, contrairement aux affirmations sans preuve de l'économie conventionnelle les employeurs ne prennent pas leurs décisions en procédant à ce « calcul à la marge ».

2. La hiérarchie des salaires dans le capitalisme réel n'est pas déterminée par les coûts de formation des travailleurs qualifiés. Elle est largement plus ample et n'a d'autre explication que par la prise en considération de l'histoire des formations sociales concrètes et des luttes de classes. La tentative de la légitimer par les « productivités marginales » des apports des différentes catégories de travailleurs est tautologique.

L'inégalité fondamentale dans la répartition du revenu qui caractérise le capitalisme repose en premier lieu sur le contraste qui oppose le pouvoir des propriétaires de capitaux à la soumission des vendeurs de force de travail. La hiérarchie des salaires vient en surcroît. Or celle-ci a acquis désormais une dimension nouvelle. Le système contemporain du capitalisme des monopoles généralisés est fondé sur une centralisation extrême du contrôle du capital, accompagné par la généralisation du salariat. Dans ces conditions une fraction importante du profit est déguisée sous la forme de « salaires » (ou para salaires) des couches supérieures des « classes moyennes » dont les activités sont celles de serviteurs du capital. La séparation entre la formation de la valeur, l'extraction de plus-value et sa répartition prend davantage d'ampleur.

### **Encore, à propos du travail abstrait**

Les développements que John Holloway (in *Crack capitalism*), a consacrés à la double nature de la valeur et au travail sont d'une grande importance et leur argumentation est convaincante, peut-être parce que celle-ci correspond au point de vue (ma lecture de Marx) que je défends depuis longtemps ! Les considérations de Marx concernant la double nature du travail – activité de l'être humain organisé en société en vue de transformer en valeurs d'usage ce que la nature lui offre d'une part, forme-travail soumise à la reproduction de rapports sociaux historiquement définis d'autre part – sont essentielles pour comprendre l'objet du projet de Marx et sa critique de l'économie politique. Dans cet esprit Marx oppose la production directe de valeurs d'usage à la production de valeurs d'échange qui ne fournissent qu'indirectement des valeurs d'usage.

Je ne ferai pas à J. Holloway un mauvais procès et accepterai donc sans difficulté le vocabulaire qu'il utilise pour analyser cette double nature contradictoire. La langue anglaise permet en effet de traduire le terme français de travail soit par « *work* » (et son synonyme chez J. Holloway – « *doing* » - faire, déployer une activité) soit par « *labour* » (ou travail abstrait).

Mon vocabulaire est différent, pour dire la même chose. Je parle de « travail aliéné » là où J. Holloway dit « travail abstrait ». Je préfère mon choix parce que toute forme de travail abstrait n'est pas nécessairement aliénée. On verra plus loin que j'imagine des formes non aliénées du travail abstrait s'inscrivant dans des rapports sociaux non capitalistes, trouvant leur place sur la longue route au communisme. Le travail aliéné propre au capitalisme fait d'ailleurs référence à une forme définie de l'aliénation : l'aliénation marchande/capitaliste. Le travail aliéné est ici le travail fourni par le prolétaire qui vend sa force de travail, alors qu'il croit vendre son travail. C'est cette forme particulière au rapport capital/travail qui est à l'origine simultanément de la production de valeurs d'échange et de l'extraction de la plus-value. Le travail organisé pour la production directe de valeurs d'usage, propre à l'avenir communiste (et non aux formes de la production antérieures à celles du capitalisme), qu'on peut aussi si l'on veut qualifier en abrégé de « travail utile », implique l'abolition de l'aliénation marchande/capitaliste et avec elle l'abolition du travail aliéné, de la forme salariale et de la valeur d'échange. Je reviendrai sur le sens de cette émancipation de l'être humain individuel et social.

J. Holloway me paraît donc succomber au romantisme lorsqu'il confond l'avenir communiste et le passé antérieur au capitalisme. Bien que le travail dans ces formes sociales anciennes soit largement affecté à la production directe de valeurs d'usage (et marginalement seulement à celle de valeurs d'échange) et donc non soumis aux effets de l'aliénation marchande/capitaliste, il s'insère dans des rapports sociaux d'oppression et d'exploitation souvent d'une violence extrême. Les horreurs de l'esclavage – l'esclave que le maître n'hésite pas à tuer au travail – et du servage – les corvées en sus du mépris de l'être humain – pourraient même faire paraître l'horreur de la soumission salariale pour bien moins insupportable.

Aux stades encore antérieurs, libres de l'oppression de classes, les êtres humains produisent bien directement les valeurs d'usage qui répondent à leurs besoins par des activités qui ressemblent davantage à ce que J. Holloway qualifie de « faire » (et non « travail »). Mais peut-on faire l'impasse sur les conditions de dureté extrême de la vie à ces époques premières, de la faim, du froid, des maladies ? Peut-on faire l'impasse sur les formes d'aliénation religieuse qui accompagnent cette dureté de la vie pour la rendre moins inacceptable ?

Par ailleurs il est vrai que jusqu'aux temps du capitalisme moderne une proportion élevée des productions sont encore le fait d'individus, ou de petits collectifs : le paysan, l'éleveur, les artisans. A l'époque antérieure tout également : la cueillette reste individuelle (ou familiale), la chasse conduite en petits groupes.

Mais, même si ces formes de production où le savoir faire individuel est indissociable de la production occupent encore l'essentiel du temps de travail, il reste qu'une fraction de celui-ci revêt des caractères différents. La construction des Pyramides, des cathédrales, le creusement du Grand Canal de Chine mobilisent des masses de travailleurs contraints sous le fouet d'obéir aux décisions de la classe dirigeante, même si ces constructions ne constituent pas des valeurs d'échange et sont peut être même des valeurs d'usage pour la société considérée dans son ensemble. Ici encore une partie du travail reste déterminée par les savoirs faire individuel, d'artisans qualifiés, d'artistes, d'ingénieurs qui opèrent individuellement ou en petits groupes. Mais une autre fraction du travail – le plus pénible comme l'exploitation des carrières, le transport des pierres – est l'œuvre d'esclaves, de serfs ou de quasi-serfs opprimés sauvagement.

Le jugement que Marx et Engels portent sur les modes de production anciens est plus justement nuancé que celui de nos nostalgiques du passé. D'un côté Marx et Engels voient parfaitement le côté positif du travail qui n'est pas soumis à l'exigence exclusive de la production de valeurs d'échange (encore que Marx et Engels ne sous estiment ni les formes de l'oppression, ni celles de l'aliénation religieuse propres à ces systèmes). Mais d'un autre côté ils comprennent que ces caractères (« positifs ») sont associés à des niveaux de développement des forces productives encore modestes, et de ce fait à l'ampleur limitée de la division du travail et à la coïncidence savoir faire/production chez les individus concernés. Marx et Engels comprennent que la forme du travail aliéné propre aux rapports capitalistes conditionnait le bond en avant gigantesque des forces productives des temps de la modernité capitaliste. Mais ils ne faisaient pas de ce système nouveau – le salariat capitaliste – la « fin de l'histoire », comme le prétend l'idéologie bourgeoise, des Lumières à nos jours. Au contraire ils en voyaient les contradictions appelant à aller au-delà, par l'invention du communisme. Pour ma part j'ai analysé le capitalisme, de ce fait, comme une parenthèse dans l'histoire.

Comment aller au-delà ? La manière directe et franche de J. Holloway de poser cette question, en partant de la critique des stratégies des mouvements ouvriers et révolutionnaires, est tout à son honneur. Mais je ne crois pas qu'il y ait répondu. Car, à mon avis, une chose demeure

certaine : l'histoire ne peut pas faire marche arrière. On ne peut pas imaginer la substitution de productions artisanales individuelles ou de petits collectifs à des formes de production à grande échelle, fondement de la mise en œuvre de capacités scientifiques et technologiques héritières de celles dont le développement a été amorcé – mais seulement amorcé – par le capitalisme.

Je partage l'analyse de J. Holloway sur un point essentiel : oui, le socialisme n'est pas une forme améliorée du capitalisme. Je l'ai formulé en écrivant que le socialisme n'était pas un « capitalisme sans capitalistes », mais un degré supérieur de développement de la civilisation. Eradiquer les oppressions de toutes natures exigées par l'exploitation, éradiquer les aliénations qui sont indispensables à leur fonctionnement, donc finalement abolir le salariat, abolir la valeur d'échange, constituent les objectifs incontournables de la pensée révolutionnaire ; je dirai « marxiste » (dont c'est ma lecture). Mais je reste convaincu que la route pour y parvenir est longue et que la formulation d'objectifs stratégiques d'étape reste incontournable.

J'ai pour ma part osé avancer quelques propositions que le lecteur trouvera dans quelques uns de mes articles (« De l'audace ») et en conclusion de mon ouvrage *Le capitalisme contemporain* (en cours de publication). Dans ces propositions je demeure respectueux de l'obligation dans laquelle nous nous trouvons de partir du présent, et en particulier des formes de la « grande production ». Les modalités de réorganisation sociale proposées poursuivent un seul objectif : abolir le contrôle du capital (aujourd'hui des monopoles généralisés) sur ces productions et amorcer la substitution de formes de gestion fondées sur la démocratie et la négociation associant les partenaires dans la division du travail poussée des temps modernes. Je renvoie ici le lecteur à la note qui clôture ce texte.

Le défi auquel l'engagement sur la longue route au communisme nous confronte peut être résumé comme suit : comment socialiser la « grande production » qui met en œuvre un grand nombre de collectifs eux-mêmes larges de travail social, de surcroît interactifs entre eux aux échelles locale, nationale et mondiale. Mon exemple de proposition (voir son résumé en note) tente de répondre à cette question centrale que Holloway écarte du champ de ses réflexions. Rejeter cette proposition sous le prétexte qu'elle implique la définition d'une stratégie politique, portée par un « parti » (ou un collectif de partis et d'organisations sociales), revient à croire que la spontanéité seule est à la hauteur des exigences.

Pour moi les exemples de « brèches » sur lesquels Holloway fonde ses propositions ne sont guère convaincants. Les zapatistes du Chiapas ont inauguré une méthode qui interpelle les « traditions » du mouvement révolutionnaire et, à ce titre, mérite toute notre reconnaissance. Cette initiative appelle encore davantage : la poursuite du débat sur ce qu'il faut bien appeler « l'échec » du mouvement qui n'est pas parvenu à ébranler la soumission parfaite de Mexico à Washington. Les hippies des années 1960, comme mai 1968, au-delà de la sympathie que leur générosité inspire, posent problème. Peut-on ignorer que ces jeunes de sociétés opulentes disposaient d'un recours en dernier ressort si nécessaire : le retour dans la famille et l'accès à des soins médicaux de qualité ! Mes propositions, que j'ai également qualifiées de « brèches » ou, mieux, « d'avancées révolutionnaires » (pour éviter le terme grandiloquent de « Révolution » qui prête flanc à moquerie facile), me paraissent répondre au défi avec davantage d'efficacité potentielle.

Je n'ai pas la prétention d'ériger mes propositions en « découvertes finales et indiscutables de la voie ». Je ne vilipende pas ceux qui proposeraient autre chose, d'autres stratégies. Ce n'est pas mon tempérament. Les questions posées par la substitution d'une organisation sociale fondée sur la production directe de valeurs d'usage, par l'identification de celles-ci par les

individus et les collectifs sont des questions qui restent ouvertes au débat et à l'invention créative de l'utopie révolutionnaire, en théorie et en pratique. Je n'ai pas de « prêt-à-porter » que je proposerai de lui substituer. On n'y parvient pas en reprenant, comme Holloway, l'idée que l'être humain se révolte contre les conditions que le capitalisme lui réserve, que l'être unidimensionnel par lequel le travail aliéné le façonne est remis en question par cette révolte. L'élégance des développements de Holloway sur ce thème, qui mérite admiration, n'ajoute rien à ce que l'anthropologie de Marx nous avait déjà appris.

Une dernière note : ce que j'appelle le travail abstrait procède de ma lecture de Marx. Il s'agit pour moi non pas du synonyme de travail aliéné, qui est un concept bien plus large, mais tout simplement du dénominateur commun qui permet d'additionner des quantités de travaux concrets de qualification inégale. Mon analyse de l'opération permet de mettre le doigt sur un effet particulier de l'aliénation, à l'origine de la hiérarchie des salaires constatée dans le capitalisme. En appelant l'attention sur l'écart qui de ce fait sépare un calcul éventuel de la valeur produite par le travail social de son expression positive dans la société capitaliste je soulève la question de ce que pourrait – devrait ? – devenir le calcul rationnel de la valeur d'usage dans l'avenir au-delà du capitalisme, sur la route au communisme.

*Je reprends dans ce qui suit le résumé d'une proposition d'objectif stratégique possible pour les luttes anticapitalistes (in, L'implosion du capitalisme contemporain ,chapitre 4)*

L'efficacité de la réponse alternative nécessaire exige la remise en cause du principe même de la propriété privée du capital des monopoles. Je donnerai ici un exemple concret de ce que pourraient être ces plans de socialisation.

Les agriculteurs « capitalistes » (ceux des pays capitalistes développés) comme les agriculteurs « paysans » (en majorité au Sud) sont tous prisonniers en amont des monopoles qui leur fournissent les intrants et le crédit, en aval de ceux dont ils dépendent pour la transformation, le transport et la commercialisation de leurs produits. De ce fait ils ne disposent d'aucune autonomie réelle dans la prise de leurs « décisions ». De surcroît les gains de productivité qu'ils réalisent sont pompés par les monopoles qui les réduisent au statut de « sous-traitants » de fait. Quelle alternative ?

Il faudrait pour cela substituer aux monopoles concernés des institutions publiques dont une loi-cadre fixerait le mode de constitution des directoires. Ceux-ci seraient constitués par des représentants : (i) des paysans (les intéressés principaux) ; (ii) des unités d'amont (usines de fabrication des intrants, banques) et d'aval (industries agro-alimentaires, chaînes de distribution) ; (iii) des consommateurs ; (iv) des pouvoirs locaux (intéressés par l'environnement naturel et social – écoles, hôpitaux, urbanisme et logements, transports) ; (v) de l'Etat (les citoyens). Les représentants des composantes énumérés ici seraient eux-mêmes choisis selon des procédures cohérentes avec leur mode propre de gestion socialisée, puisque par exemple les unités de production d'intrants seraient elles-mêmes gérées par des directoires composites associant les travailleurs directement employés par les unités concernées, ceux qui sont employés par des unités de sous-traitance etc. On devrait concevoir ces constructions par des formules qui associent les cadres de gestion à chacun de ces niveaux, comme les centres de recherche scientifique et technologique indépendants et appropriés. On pourrait même concevoir une représentation des fournisseurs de capitaux (les « petits actionnaires ») épargnés par la nationalisation, si on le juge utile.

Il s'agit donc de formules institutionnelles beaucoup plus complexes que ne le sont celles de « l'autogestion » ou de la « coopérative » telles que nous les connaissons. Il s'agit de formules à inventer qui permettraient l'exercice d'une démocratie authentique dans la gestion de

l'économie, fondée sur la négociation ouverte entre les parties prenantes. Une formule qui associe donc systématiquement démocratisation de la société et progrès social, en contrepoint de la réalité capitaliste qui dissocie la démocratie – réduite à la gestion formelle de la politique – des conditions sociales – abandonnées à ce que le « marché », dominé par le capital des monopoles, produit. Alors et alors seulement on pourrait parler de transparence authentique des marchés, régulés dans ces formes institutionnalisées de la gestion socialisée. La procédure proposée abolit le pouvoir par lequel les monopoles exploitent les travailleurs et les sous-traitants, par le moyen du système de prix qu'ils imposent. Elle lui substitue un pouvoir social solidaire, un système de prix authentiquement justes, fondé sur un taux de profit égal pour tous. Le système permet donc « un autre développement » plus efficace et plus rationnel parce qu'il répond aux choix collectifs de la société, entraînant l'ensemble du système productif dans le progrès, écartant les destructions propres au capitalisme des monopoles. Le système ouvre ce modèle de capitalisme d'Etat à une évolution commandée par la perspective socialiste ; il pourrait donc être considéré comme la forme de « marché socialiste » nécessaire à cette étape. La procédure implique l'abolition du principe de la maximisation de la valeur actionnariale, qui est le principe fondateur de la financiarisation au service exclusif des monopoles généralisés.

L'exemple concret choisi ici n'est pas le seul dont il faudrait imaginer l'institutionnalisation. Les nationalisations/socialisations de la gestion des monopoles de l'industrie et des transports, celles des banques et des autres institutions financières devraient être imaginées dans le même esprit, mais en tenant compte pour la constitution de leurs directoires de la spécificité de leurs fonctions économiques et sociales. Encore une fois ces directoires devraient associer les travailleurs de l'entreprise et ceux des sous-traitants, les représentants des industries d'amont, les banques, les institutions de recherche, les consommateurs, les citoyens.

La nationalisation/socialisation des monopoles répond à une exigence fondamentale, qui constitue l'axe du défi auquel les travailleurs et les peuples sont confrontés dans le capitalisme contemporain des monopoles généralisés. Elle seule permet de mettre un terme à l'accumulation par dépossession qui commande la logique de la gestion de l'économie par les monopoles. Cette formule n'a pas l'ambition de définir ce que pourrait être la constitution organique du communisme à venir. Elle répond simplement au défi immédiat : amorcer la sortie du capitalisme par la construction d'une première étape de la longue transition socialiste. Ce socialisme est encore à peine sorti des « entrailles du capitalisme », comme Marx le dit ; et la formule en porte les traces. Néanmoins, fondée sur l'abolition de la propriété des monopoles capitalistes, elle constitue ce que j'appelle une avancée révolutionnaire qui, par les débats démocratiques qu'elle ouvre, prépare le terrain pour d'autres avancées ultérieures sur la longue route au communisme.

## Références et lectures complémentaires

A/ Ce texte constitue avec les deux articles publiés dans *Monthly Review* (Surplus in monopoly capital, *MR* vol 64, n°3, 2012 ; Abstract labour) une trilogie qu'il est souhaitable de lire dans sa totalité. Les thèses avancées dans ce texte de synthèse ont donné lieu à des développements argumentés auxquels je renvoie :

- 1- *La loi de la valeur mondialisée* (TdC, 2011) :  
*The worldwide law of value*

-le détour incontournable par la valeur, la transformation, l'écart entre les taux du profit exprimés en prix et en valeurs, l'échec des théories de l'équilibre (Walras et Sraffa), structure

des prix et répartition du revenu sont indissociables dans la loi capitaliste de la valeur, pp 21-80.

-le chapitre de la rente : loi économique ou matérialisme historique ? pp 95-110.

E Chap 3, pp 71-82

-le chapitre de l'intérêt : Etat et monnaie sont indissociables, pp 81-94.

E Chap 2 pp 61-70

2- *Le développement inégal* (Minuit, 1973)  
*Unequal Development*

Le chapitre de la monnaie et du crédit

-le rôle actif du crédit dans l'accumulation (critique de Rosa Luxemburg), pp 71-74.

E the adjustment of Issue to needs, critique of Rosa Luxemburg, pp 81-88

-de l'étalon or aux changes flexibles ; les politiques nationales de régulation de l'accumulation par le crédit, pp 74-77.

E pp 79-81, 84-84-92

3- *Impérialisme et développement inégal* (Minuit 1975)  
*E Imperialism and Unequal Development*

J'ai repris dans ce livre mes contributions dans les débats que la publication du *Développement Inégal* avaient ouvert ; concernant en particulier :

-la rente foncière conçue comme produit de la composition du bloc capitaliste dominant,

La rente foncière, chap 2.

E The ground rent, chap 2

-le socialisme conçu non comme un capitalisme sans capitalistes, mais comme fondé sur la production directe de valeurs d'usage,

Eloge du socialisme, chap 3

Vocations universelles et aires culturelles, chap 4

E In praise of socialism, chap 3

E Universality and cultural spheres, chap 4

4- *Du capitalisme à la civilisation* (Syllepse, 2005)  
*From Capitalism to civilisation*

Le concept de productivité du travail social ; critique de la théorie conventionnelle de la productivité des facteurs de la production, pp 77-94.

E pp 52-71

B/ Le texte laisse seulement en pointillé la question majeure de la mondialisation et de la transformation de la valeur en valeur mondialisée, question qui constitue l'objet premier de beaucoup de mes travaux ; formulation la plus récente : *La loi de la valeur mondialisée*(op cit).

### E The worldwide law of value

Voir également : John Smith, *Imperialism and the law of value*, 2011

Nos deux recherches conduites dans l'ignorance l'un de l'autre ont donné des conclusions similaires concernant l'origine de la rente impérialiste contemporaine.

Il laisse également en pointillé les deux questions majeures de la financiarisation et de l'écologie pour lesquelles je renvoie aux travaux de John Bellamy Foster.

John Bellamy Foster, *The ecological revolution*, M Press 2009.

John Bellamy Foster and Fred Magdoff, *The great financial crisis*, M Press 2009.

Également:

S. Amin, Capitalism and the ecological footprint, *MR*, vol 61, n° 6, 2009.

L'accès inégal aux ressources de la planète ; la rente minière ; in, *La loi de la valeur mondialisée*, pp 127-154 et pp 145-154.

### E The worldwide law of value, pp 100-110 and pp 94-100

Concernant la nature du projet de Marx je renvoie à l'excellente étude de Michael Lowy (*Les aventures de Karl Marx contre le baron de Munchhausen*, Syllepse 2013).

Concernant les allusions rapides que j'ai faites à l'anthropologie de Marx, ref :

Yvon Quiniou, *L'homme selon Marx*, ed Kimé, 2011

Anton Pannekoek et Patrick Tort, *Darwinisme et Marxisme*, ed Arkhé 2011.

Concernant la question du pouvoir du capital :

Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler, *Le capitalisme comme pouvoir*, Ed Max Milo 2012.

C/ Le complément naturel à la lecture de cette trilogie concerne la vision que j'ai développée du capitalisme dans la longue durée ; ref :

*La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?* (TdC, 2009)

### E Ending the crisis of capitalism or ending capitalism ?

- Le capitalisme, une parenthèse dans l'histoire, pp 75-79.

E capitalism a parenthesis in history, pp 56-59

- D'une longue crise à l'autre, pp 10-16.

E From a long crisis to another pp 3-5

*Le développement inégal*

*E Unequal Development*

A propos de la théorie de la balance des paiements, pp 88-112

Voir ma critique des théories économiques du commerce international, des flux de capitaux et des mouvements de la balance des paiements. L'économie politique internationale, qui a certainement beaucoup contribué à corriger la théorie économique conventionnelle, demeure néanmoins limitée par le penchant positiviste de sa méthode.

E equilibrium exchange rates or structural adjustment ? , pp 104-132

Samir Amin et André Gunder Frank, *Réflexions sur la nouvelle crise économique mondiale, N'attendons pas 1984*, La découverte 1978.

E Let's not wait for 1984, S. Amin and A. G. Frank, in Reflections on the world economic crisis, Monthly Review Press.

Market economy or oligopoly capital? (*MR*, vol 59, n° 11, 2008)

Historical capitalism in decline, *MR*, vol 62, n°2, 2011.

*Au-delà du capitalisme sénile*; PUF 2002,

Obsolescent capitalism

- L'économie politique du XXe siècle, pp 11-26.

E The political economy of the 20th century, pp 7-21

- Le nouvel impérialisme de la triade, pp 63-80.

E the new triad imperialism, pp 57-73

*Global History : a view from the South*; Pambazuka 2011

- The challenge of globalization, pp 67-119.

Isaac Johsua, *La crise de 1929 et l'émergence américaine* ; PUF 1999.

Johsua attire l'attention sur le caractère nouveau de cette crise qui opère dans une société presque intégralement salarisée.

D/ L'analyse de l'implosion en cours du système mondialisé des monopoles généralisés et la débat concernant les conditions d'une alternative socialiste ne constituaient pas le sujet de notre étude ; voir néanmoins :

*L'implosion du capitalisme contemporain* (Delga 2012)

L'implosion du système européen (Implosion of the European System, *MR*, sept 2012)

- Le Sud : Emergence et lumpen développement
- Face à l'implosion, l'alternative socialiste : de l'audace

E/ Je n'ai pas évoqué dans cette étude les innombrables travaux de marxistes qui ne partagent pas ma lecture de Marx ; néanmoins :

-Je fais ici référence aux travaux de Suzanne de Brunhoff concernant la théorie de la monnaie chez Marx (la demande de monnaie crée son offre). Je crois avoir apporté un complément

indispensable à ces travaux en démontrant que le volume de la demande de monnaie pouvait être calculé.

-Je fais également référence au livre de Nitzan et Bichler cité : la dernière partie de l'ouvrage illustre à la perfection ma thèse concernant le capitalisme contemporain « abstrait » et sa financiarisation ; par contre les développements antérieurs me paraissent procéder d'une lecture positiviste qui ignore la nature du projet de Marx.